

DOSSIER

RÉSILIENCE!

YACOUBA SAWADOGO

« L'homme qui arrêta le désert »

INFOGRAPHIE

Construire un projet de
coopération internationale
résilient et dynamique

PAROLE AUX ACTEURS

Pour des projets résilients



#2

OCTOBRE 2021

SOMMAIRE



Résilience !

Dossier

P.6



« L'homme qui arrêta le désert »

Portrait

P.8



Villes et communautés durables

Infographie

P.18



Parole aux acteurs

Dossier

P.26



Portraits d'acteurs

Portraits

P.36

REVUE DU RÉSEAU N°02 - RÉSILIENCE !

Comité de rédaction Centraider, Lianes Coopération, Gescod, Pays de la Loire Coopération Internationale, So Coopération, Réseau Bretagne Solidaire, Yvelines Coopération internationale et développement • **Contributeurs nationaux** Hervé Berville, Apolline Cox, Franck Fortuné, Pascal Handschumacher, Émilie Maehara • **Contributeurs régionaux** Conseil départemental de la Gironde, Red Mangrove Development Advisors (RMDA), Institut des Afriques (IdAf), Médiations Culturelles Aquitaine Afrique (MC2a), Electriciens sans Frontière • **Crédits photographiques** Merci aux contributeurs de cette revue pour leurs photographies, Licence Creative Commons Flick'r, Freepik.com, Pixabay.com, Unsplash.com, Shutterstock.com • **Remerciements** Yacouba Sawadogo, Guy Lenoire, khadim Ndoye • **Elaboration de la revue** Equipes de Centraider, So Coopération, Réseau Bretagne Solidaire, Pays de la Loire Coopération Internationale, Lianes Coopération, Gescod, Yvelines Coopération internationale et développement • **Coordination et création graphique** Guillaume Guetreau, Kodjo Assigbé • **Visuel de couverture** unsplash.com • **Coordination de rédaction** Bérénice Jamme, Virginie Andriamirado, Franck Fortuné • **Contact** contact@socoopewration.org •

SO COOPERATION est le réseau régional multi-acteur de Nouvelle-Aquitaine soutenue par :

Initiative soutenue par le
MEAE dans le cadre du
Sommet Afrique-France



À

ÉDITO

quelques jours du Nouveau Sommet Afrique France, dont le report résulte directement de la pandémie de la COVID, il est intéressant de se pencher quelques

instants sur la notion de résilience des acteurs locaux face à la crise sanitaire actuelle mais aussi face aux évolutions du monde, changement climatique, tension sociale, mutation économique, basculement vers l'Asie et l'Afrique.

Concept vulgarisé par Boris Cyrulnik, dont le témoignage poignant de sa survie lors de la rafle dans la Synagogue de Bordeaux résonne particulièrement dans la ville de Montaigne, la résilience est d'abord humaine et psychologique. Aujourd'hui le concept s'élargit à des organisations voire à des institutions. Je préférerais décliner ici la notion d'adaptation qui me paraît plus pertinente lorsque l'on traite de structures sociales ou économiques.

Longtemps nos collectivités territoriales ont évolué dans un environnement relativement stable, en dehors, bien sûr, des périodes de guerre, à l'image de la société dans laquelle elles vivaient. Le monde a depuis bien changé et le rythme de ce changement s'accélère. D'où la nécessité pour les collectivités de s'adapter à ce nouveau contexte. Ces changements ; elles sont en première ligne pour les percevoir car au plus près de ceux qui les façonnent, les vivent où les subissent. Les exigences de leurs administrés se font, dans le même temps, de plus en plus pressantes.

Que peut apporter dans ce contexte la coopération décentralisée ? Tout d'abord ce qu'elle apportait auparavant dans un univers plus prévisible, l'échange des meilleures pratiques, le parangonnage, la formation croisée etc. Tout cela reste pertinent. Mais à quelques jours du Nouveau Sommet Afrique France ne doit-on pas se poser la question de la capacité des collectivités d'Afrique à s'adapter pour affronter les défis du jour. Force est de reconnaître que nos partenaires africains ont pratiqué la résilience depuis longtemps et peut-être même avant que l'idée en soit popularisée. Point n'est besoin ici à Bordeaux de rappeler les traumatismes subies par les peuples africains lors du commerce triangulaire. Guerre de conquête,



”

Nos collectivités ont, dans l'échange avec leurs partenaires africains, autant à recevoir qu'à donner.

esclavage, colonisation puis décolonisation ont été autant d'épreuves que les sociétés du Sud ont d'abord subi puis auxquelles elles ont dû s'adapter, faire preuve de résilience, dans un environnement politique et économique pour le moins contraint.

De ces contraintes est née une étonnante faculté de rebond et de créativité qui reste présent de nos jours et dont nous pouvons à notre tour tirer des enseignements. Car les adaptations auxquelles nos collectivités doivent faire face sont celles connues par nos partenaires depuis toujours : rareté des ressources, défi écologique et préservation de l'environnement, cohésion sociale, baisse des budgets, développement durable, économie circulaire. Qui a sillonné sur le continent africain et a vu dans les quartiers cette capacité à recycler tout ce que nos sociétés de consommation jettent au rebut ne peut que reconnaître que l'économie circulaire a été inventée en Afrique.

Nos collectivités ont donc dans l'échange avec leurs partenaires africains autant à recevoir qu'à donner. Dans cet esprit le prochain sommet de Montpellier rassemblera de jeunes élues et élus de France et d'Afrique pour qu'ils confrontent leurs expériences et leurs tentatives de réponse au défi du moment.

Ce sommet s'inscrit pour la France dans une volonté politique forte de changer le paradigme de notre relation avec le continent, volonté réflétee dans la récente loi sur le développement et la solidarité adoptée à l'unanimité par le Parlement. Cette ambition nouvelle se décline en plusieurs chapitres dont le moins important n'est pas celui des relations entre sociétés civiles et des échanges et coopérations entre collectivités territoriales.

Jean Michel Despax > Ambassadeur,
Conseiller diplomatique de
la Préfète de Région Nouvelle-Aquitaine

Résilience... Quel terme admirable, imprégné de valeurs d'espoir et de foi en l'Individu et désignant ses capacités à absorber les chocs, à sortir des situations de « trauma », à analyser les causes des crises, à trouver des solutions, à s'adapter en changeant de comportement pour finalement se restructurer et retrouver son équilibre.

Quel terme admirable véhiculé aujourd'hui à l'en- vie par les médias, utilisé hors de son contexte ori- ginel de la physique puis de la psychanalyse et qui prend un sens nouveau, désignant l'amélioration de nos comportements organisationnels et socié- taux pour sauvegarder les écosystèmes et assurer l'avenir de nos enfants.

ÉDITO

Georges Orwell, créateur du terme « Novlangue », désignait ainsi un « langage qui se dégrade, qui participe au flou qui dissimule la pensée, qui adopte le slogan qui tend à imposer des idées fausses par la simple répétition, au jargon pseu- do-scientifique qui tend à donner un air de neu- tralité à des arguments idéologiques »... Nous n'en sommes pas là mais le terme « Résilience » est suffisamment abscons pour qu'on s'interroge sur la pertinence de l'usage que l'on en fait actuelle- ment... mais fermons la parenthèse.

Notre planète et ses habitants souffrent cruelle- ment des conséquences de nos erreurs, oublis, abus, de nos dérives et la résilience apparaît comme une nouvelle démarche basée sur la « conscientisa- tion » nécessaire pour que nous améliorions nos comportements. Notre société s'implique, et nous pouvons nous en réjouir, dans des démarches de développement durable, de RSE, de préservation des ressources naturelles et de la biodiversité. Le chemin est encore long.

En effet, les crises auxquelles nous devons faire face sont aujourd'hui épidémiologiques, sani- taires, économiques, écologiques, sociales. Elles s'accroissent, se superposent, se cumulent, sont étroitement liées comme des sœurs les unes aux autres. Elles se répandent comme un feu de paille et se mondialisent, laissant souvent nos organisa- tions à bout de souffle et à cours d'imagination.

Nous devons donc opérer des changements dans certains de nos modes de vie. La Résilience serait une NOUVELLE SOLUTION à adopter individuel- lement et collectivement pour REBONDIR, sur- vivre, faire autrement et MIEUX pour l'humanité. Alors quel est le mode d'emploi de la résilience ?

Ne nous méprenons pas : par définition, la rési- lience est engagée dans des situations inédites pour lesquelles il n'existe pas de mode d'emploi et si les crises sont au cœur même de la nécessaire et régulière adaptabilité du règne humain, animal et végétal, elles nous obligent et nous obligeront



”

Notre ambition est aussi de soutenir et valoriser les initiatives de ceux qui ont la ferme volonté de poursuivre malgré l'environnement anxigène du moment

séculairement à nous adapter. Et avec ou sans crise, nous devons nous inscrire dans une éternelle obli- gation morale de préservation et de bienveillance.

C'est dans cet état d'esprit que So Coopération se po- sitionne au quotidien dans chacune de ses missions. En tant que Réseau Multi Acteurs, So Coopération est empreint des valeurs de Solidarité et de Coopé- ration. Nos membres, partenaires et collaborateurs ont dans leur Adn cette sensibilité de l'engagement, de l'intérêt général, de l'ouverture aux autres, de considération des différences et de l'impact des crises sur les populations et sur l'environnement.

A notre niveau régional, et avec l'humilité qui est de mise puisqu'il n'y a ni solution miracle ni résul- tats parfaits en matière de développement et de coopération internationale, nous accompagnons in- dividuellement et collectivement les acteurs de di- vers horizons dans la construction de leurs projets, créons du lien lors des « groupes pays » et réunions thématiques pour que chacun évolue dans son ac- tion, nous y compris.

Notre ambition est aussi de soutenir et valoriser les initiatives de ceux qui ont la ferme volonté de pour- suivre malgré l'environnement anxigène du mo- ment... C'est le cas de cinq de nos partenaires régio- naux et de jeunes d'origine africaine qui témoignent ici de leurs belles initiatives collectives et de projets innovants de coopération et de solidarité. Qu'ils en soient remerciés.

Car oui, nous nous devons de rebondir pour sau- ter le pas, encaisser les chocs et poursuivre notre route, parfois bon an mal an, mais toujours avec une énergie renouvelée. La résilience est ancrée dans l'inconscient, ce n'est pas un nouveau concept, c'est l'essence même de la poursuite de la vie.

La résilience est plus que jamais nécessaire. Nous y croyons fermement et nous gardons confiance.

Anick LAPART > Présidente de SO Coopération



DOSSIER

RESILIENCE!

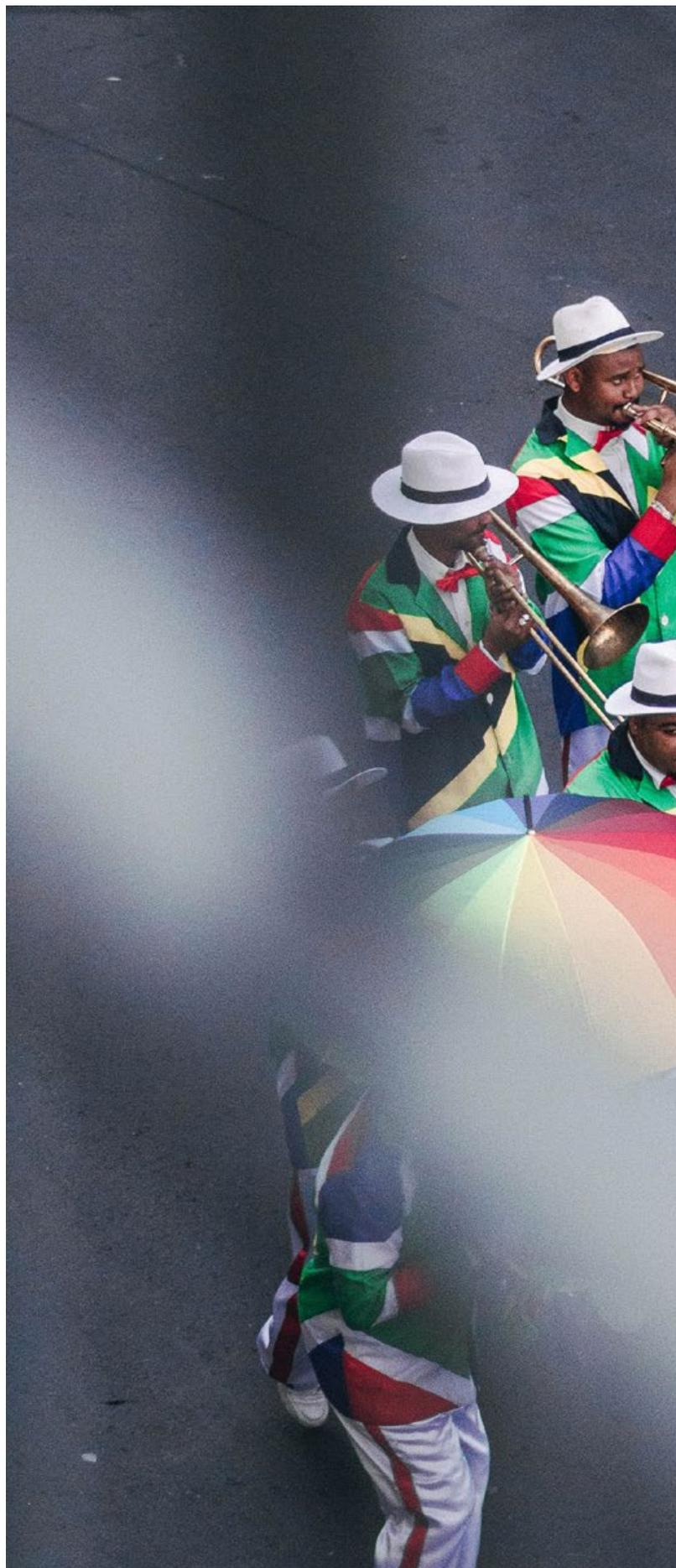


Photo : Leo Moko



Photo :
The Right
Livelihood
Foundation



PORTRAIT

YACOUBA SAWADOGO

« L'HOMME
QUI ARRÊTA
LE DÉSERT »

Au cours des années 1970, le « Sahel » - zone bioclimatique de transition entre le Sahara et la zone soudanaise - est devenu un terme géopolitique désignant un ensemble de pays africains dont l'un des dénominateurs communs est l'insécurité alimentaire.

La Grande Sécheresse

Avec une forte baisse des pluies annuelles, la période de « La Grande Sécheresse » - particulièrement marquée entre 1970 et 1990 - a bou-

leversé le système alimentaire, provoquant ainsi des mouvements de populations et des instabilités politiques. Ce nouveau climat, qui rend les récoltes plus aléatoires en raison de périodes sèches plus sévères et qui augmente la fréquence des inondations (soit localement, soit même à l'échelle de grands bassins), a des graves conséquences pour les populations sahéliennes et entraîne notamment des périodes de famine.

Dans ce contexte, Yacouba Sawadogo quitte Ouahigouya pour retourner au village de son enfance, Gourga, lui aussi touché par la famine à cause des terres devenues incultivables.

Après avoir passé de longs mois à étudier les sols, Yacouba Sawadogo décide de reprendre leurs cultures, armé de quelques savoirs. « Au début, quand je parlais de cette méthode aux gens, ils disaient que j'étais fou, que ça n'allait pas marcher. Mais j'avais un but et je ne les écoutais pas. Aujourd'hui, beaucoup m'aident dans cette tâche : je leur demande de planter les arbres et de s'en occuper régulièrement » aime déclarer le vieil homme quand on lui rappelle son audace sans cacher que cette période lui a « fait mal ».

Un travail de longue haleine

Motivé par l'arrivée de la saison des pluies, Yacouba Sawadogo décide de préparer la terre sur une parcelle pour qu'elle puisse absorber le plus d'eau possible. Dans la terre, aride et dure comme du béton, il y met du fumier ainsi que des détritiques. Sans le savoir, cette combinaison attire les termites qui creusent de minuscules galeries qui finiront par retenir l'eau des pluies. « L'eau qui reste là nourrit ainsi le sol » explique-t-il. Cette technique, c'est le zaï. Une technique permettant de restaurer le couvert végétal et de fertiliser les sols. Il construit également autour de ses cultures des cordons pierreux qui répartissent les eaux pluviales et permettent d'éviter l'érosion des sols et de conserver son humidité.

Dans ces trous, Yacouba Sawadogo y plante également des arbres. Les premiers résultats majeurs se voient au bout de trois années d'efforts. Baobabs, pruniers et acacias fleurissent tandis que les animaux repeuplent les 40 hectares. Les oiseaux en venant trouver refuge dans ces arbres nouveaux amènent d'autres graines qui participent aussi au reboisement. Petit à petit, le désert se transforme en forêt. Ce reboisement transforme le micro-climat, il arrête le vent érodant le sol et ramène de l'ombre. La nappe phréatique remonte grâce aux racines des végétaux qui empêchent l'eau de se perdre. Enfin, les récoltes deviennent plus importantes.

A travers cette technique dite « ancestrale », le site a même repris des activités sylvo-pastorales. Alors que son terrain a été brûlé à trois reprises par « des villageois jaloux » et qu'il a été longtemps sujet aux railleries de son village, agronomes et curieux affluent désormais pour voir de leurs propres yeux l'œuvre du « grand sage », devenu une célébrité dans son pays. Il obtient également une reconnaissance au niveau international avec le « Right Livelihood Award », plus connu sous le nom de « Prix Nobel alternatif », dont il est lauréat.

Un héritage à préserver

Le septuagénaire compte désormais transmettre ses savoirs à de nouvelles générations. En quatre ans, il a déjà formé plus de 400 paysans au zaï, d'après ses estimations. « La forêt est une grande école » insiste celui que l'on surnomme « l'homme qui a arrêté le désert », depuis la sortie d'un film documentaire lui étant consacré (*The Man Who Stopped the Desert*, Mark Dodd, 2010). En effet, Yacouba Sawadogo ne considère pas toute cette forêt comme acquise et pérenne. Le changement climatique que nous traversons provoque, particulièrement au Sahel, des événements climatiques désastreux. « La sécheresse avance à grand pas » s'alarme-t-il. Plus de 300 000 hectares de terres seraient

”

Le septuagénaire compte désormais transmettre ses savoirs à de nouvelles générations.

perdus chaque année en moyenne du fait de la désertification au Burkina Faso, un pays où près de 80 % de la population dépend de l'agriculture selon les chiffres de la Direction générale des eaux et forêts burkinabè.

Ouahigouya, la ville voisine en pleine expansion, menace également sa forêt. En 2012, de nouveaux lotissements se sont implantés sur une partie de ses cultures. Pour autant rien n'est perdu puisqu'après plusieurs mois d'attente Joseph Youma, le Secrétaire général par intérim du Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique, a procédé en janvier 2021 à la pose de la première pierre de la clôture de sécurisation du site abritant la forêt de Yacouba Sawadogo.

La transmission du savoir comme clef de voûte de son travail, Yacouba Sawadogo l'a bien compris. « Mon projet est pour les générations futures. Je ne veux pas manger aujourd'hui et laisser mes prochains sans nourriture demain. Je travaille pour semer les graines de la richesse, non seulement pour le Burkina Faso mais pour de nombreux autres pays » soutient le vieil homme. Yacouba Sawadogo ouvre également volontiers les portes de sa sylvie, baptisée « Bangré Raaga » (« temple du savoir » en moré), aux visiteurs.



DOSSIER

Photo :
Graffiti SET-SETAL
(auteur : Pape
Mamadou Samb dit
« Papisto Boy »,
décédé en 2014)
photographié dans
une rue du quartier
Hann-Pêcheurs à
Dakar (Sénégal).
Crédit photo : P.
Handschumacher.

RÉSILIENCE ET SANTÉ DANS LES SUDS, UN FONCTIONNEMENT COMPLEXE !

Pascal Handschumacher
> Institut de Recherche pour le
développement

Pascal Handschumacher, Chercheur à l'IRD,
Géographe de la santé, UMR SESSTIM - IRD
- Université de Marseille - INSERM

Bien avant le SIDA et la COVID-19, l'histoire de l'humanité est remplie de crises sanitaires qui ont sollicité les capacités des sociétés à se relever. Pour ne parler que des pathologies infectieuses, la peste, le choléra, la tuberculose, la variole, et les gripes sont particulièrement restées dans la mémoire collective. Outre les évolutions de la sphère biologique (évolution, adaptation, immunité...), les crises ont pu se régler par l'inventivité des sociétés, leur capacité à vivre en diminuant

l'expression du risque voire en réadaptant leur niveau d'acceptation de celui-ci. En cela, ces crises sanitaires sont autant l'expression de processus biologiques que des révélateurs du fonctionnement social, économique, politique de communautés, ainsi que de leur système de valeur et de représentation qui conditionne l'acceptation d'un certain prix à payer.

Par ailleurs, au-delà de crises sanitaires rapides et brutales, des agents infectieux circulent de manière endémique mais d'expression variable selon la spécificité des lieux, des territoires et des modes de vie des sociétés.

Crise, vulnérabilité, risque et résilience apparaissent comme autant de versants qui éclairent tour à tour le fonctionnement des sociétés humaines face à des événements qui les déstabilisent, sortant alors la maladie du champ purement médical pour en faire un révélateur autant de nos fragilités collectives que de notre capacité à évoluer.

A l'origine, la résilience n'est ni un concept géographique, ni un concept de santé publique. Pourtant, lorsque le concept de système pathogène s'est développé à la fin du XX^{ème} siècle pour décrire les articulations complexes qui président à l'inégale distribution de maladies (Picheral, 1983)², voire de niveaux de santé au sein de sociétés inscrites dans des territoires spécifiques, le concept de résilience, sans être explicitement cité comme tel, est devenu intrinsèque de sa compréhension. Si l'on considère que le système pathogène résulte d'une articulation complexe entre faits de santé médicaux et non médicaux (Salem, 1998)³, toute modification d'un des termes du système va le déstabiliser jusqu'à l'obtention d'un nouveau point d'équilibre - potentiellement identique au point d'origine - sous peine de catastrophe (Godin, 2009)⁴.

Comment alors décrire, voire évaluer, cette capacité (la résilience) qui permet à de nombreuses sociétés de surmonter la déstabilisation induite par le risque sanitaire et rester debout, parfois en payant un prix important ?

”

Crise, vulnérabilité, risque, résilience, apparaissent comme autant de versants qui éclairent tour à tour le fonctionnement des sociétés humaines [...]

Berkes et Folke (1998)⁵, deux économistes cités par Dauphiné et al en 2007⁶, ont proposé de diviser la notion de résilience en deux dimensions : la première, la résilience réactive, s'appuie sur une réorganisation des éléments constitutifs du système et de leurs interactions. La seconde, la résilience proactive, repose sur l'apprentissage et les capacités des sociétés humaines à anticiper sur le futur.

Ces deux dimensions de la résilience ne sont pas toujours la résultante d'actions ciblées contre le risque mais s'exercent par le fonctionnement même des sociétés et peuvent se combiner. JP Hervouët (1992)⁷ a montré que l'onchocercose - maladie parasitaire cumulative transmises pouvant aboutir à la cécité et sévissant majoritairement en Afrique soudanienne - provoquait des conséquences cliniques moindres dans certaines communautés villageoises. De gros villages groupés, certes minoritaires, pratiquant l'agriculture communautaire combinée à l'élevage, bénéficiaient ainsi de leur mode d'occupation de l'espace et de ces pratiques agro-pastorales pour résister à l'impact de cette maladie par dilution des piqûres. Au contraire, les petits villages à la structure lâche, à l'agriculture individualiste sans complément d'élevage génèrent une pression vectorielle plus forte sur les habitants, augmentant les charges parasitaires et le nombre d'aveugles. Il éclaire ainsi l'impact de pratiques de vie et non d'actions ciblées contre la maladie. Au final ce seront les stratégies de lutte antivectorielle généralisée grâce à l'appui de l'OMS et du FMI et l'innovation thérapeutique par l'application généra-

² Picheral H, 1983, Complexes et systèmes pathogènes: approches géographiques. In De l'épidémiologie à la géographie humaine (Doumenge J.P.,édit.), Bordeaux, CNRS-CEGET/ACCT, pp 5-22

³ Salem G, 1998, La santé dans la ville : géographie d'un petit espace dense : Pikine (Sénégal) Paris (FRA), Paris : Karthala, ORSTOM, 1998, 360 p.

⁴ Godin C., « Ouvertures à un concept : la catastrophe », Le Portique [En ligne], 22 | 2009, mis en ligne le 10 novembre 2010, consulté le 22 mars 2021.
URL: <http://journals.openedition.org/leportique/1993> ;
DOI : <https://doi.org/10.4000/leportique.1993>

⁵ Berkes F. et Folke C. (éd.) (1998), Linking Social and Ecological Systems. Management Practices and Social Mechanisms for Building Resilience, Cambridge, Cambridge University Press.

⁶ Dauphiné A., Provitolo D., 2007, La résilience : un concept pour la gestion des risques, Annales de géographie 2007/2 (n° 654), pages 115 à 125

⁷ Hervouët JP, 1992, Les bases du mythe du dépeuplement des vallées soudanaises par l'onchocercose. In Blanc-Pamard Chantal (ed.). Dynamique des systèmes agraires : la santé en société : regards et remèdes, Paris : ORSTOM, p. 273-302

”

Mais la résilience qui s'appuie sur l'appel à des intervenants extérieurs grâce aux réseaux de relations tissés par les acteurs nationaux et/ou locaux, ne risque-t-elle pas de créer des situations de dépendance à travers ces relations entre partenaires inégaux ?

8 Handschumacher P., Talla I., Hébrard G., Hervé J.-P. [1998a], « D'une urgence en santé publique à une géographie de la santé à Richard-Toll », in J.-P. Hervé et J. Brengues (éd.), Aménagements hydro-agricoles et santé [Vallée du fleuve Sénégal], Paris, ORSTOM, p. 151-168.

9 Handschumacher P., Brutus L., Raveloarinkaja D., Andriantseho H., Sellin B. [1998b], « Des îles dans la Grande Île : isolement et risque sanitaire dans le moyen ouest malgache », in G. Mainet (éd.), Actes des VIIe Journées de géographie Tropicale, Brest, 11-13 septembre, Ouest éditions, Presses académiques, p. 533-546

lisée de l'Ivermectine aux populations résidant dans les zones d'endémicité, qui portent un coup presque fatal à la maladie.

Mais la résilience qui s'appuie sur l'appel à des intervenants extérieurs, notamment par la coopération internationale, grâce aux réseaux de relations tissés par les acteurs nationaux et/ou locaux, ne risque-t-elle pas de créer des situations de dépendance à travers ces relations entre partenaires économiquement et technologiquement inégaux ? A l'image du programme de lutte contre l'onchocercose mais à une échelle locale, des scientifiques et des acteurs internationaux du développement sont intervenus dans la ville de Richard-Toll (Sénégal) pour aider à lutter contre l'épidémie de schistosomose intestinale qui a explosé dans cette ville vulnérable suite à la mise en service des barrages sur le fleuve Sénégal (1986 et 1988) et ce, en complète discordance avec son aire d'endémicité habituelle⁸.

La stabilisation de la situation est ainsi tributaire d'acteurs extérieurs à la sphère concernée par la situation de crise, complexifiant et fragilisant le fonctionnement du système social.

Cependant, la résilience doit-elle toujours s'exprimer face à des crises ? A

Madagascar, la population vit avec la peste depuis son introduction dans la Grande Île en 1898. Pourtant dans des espaces reculés des campagnes malgaches, des familles occultent encore aujourd'hui des décès liés à la peste. Cette pratique dessert évidemment la lutte contre cette maladie potentiellement mortelle⁹. Elle interdit le traitement des sujets contacts, la lutte contre les vecteurs de la maladie (certaines espèces de puces) et favorise ainsi la circulation du bacille. Cependant cette coutume s'explique par la crainte de ne pouvoir procéder aux funérailles selon les traditions en raison du risque de contagion. Dans ce cas, la résilience sociale est plus forte que la résilience sanitaire. Les enjeux se croisent et dictent des comportements qui semblent aller à l'encontre de l'intérêt sanitaire de la collectivité mais permettent d'assurer une forme de vie collective cohérente selon un système de représentation reconnu et accepté.

Si on se focalise aujourd'hui sur des mesures et des stratégies qui émanent du pouvoir au plus haut niveau des Etats face à la pandémie qui nous menace, les pratiques mises en œuvre n'émanent pas toujours des acteurs du sommet de la pyramide. Ainsi, lorsqu'en 1988 débute le mouvement SET-SETAL (littéralement

Photo : Message d'information sur la prévention de la schistosomose (Richard-Toll, Sénégal). Crédit photo : P. Handschumacher



Photo :
Femmes et jeunes
assainissant
l'espace public
contre une
rétribution en
nature (sac de
riz) à Mahajanga
(Madagascar).
Crédit photo : P.
Handschumacher



Propre-rendre propre), il s'agit pour les jeunes, réunis en association ou se reconnaissant dans leur quartier, de remédier aux défaillances de la municipalité de Dakar (Sénégal) et plus généralement de procéder à un nettoyage de leur espace de vie. Immondices qui s'amoncellent, rigoles de drainage qui ne sont pas curées favorisent la dégradation du cadre de vie mais surtout la prolifération d'agents infectieux et de vecteurs de maladies¹⁰. En se mobilisant, ces jeunes participent directement de la réduction du risque sanitaire, le fonctionnement de la société permettant de pallier les carences des dépositaires du pouvoir de gestion de l'espace public. Pourtant cette action va bien au-delà du simple assainissement de l'espace public, celui-ci étant compris comme une métaphore des politiques. De la résilience sanitaire à la résilience politique, le pas est alors franchi, montrant les liens étroits entre santé et action publique.

Au-delà des actions thérapeutiques ou vaccinales qui sont une forme de résilience technologique, la plupart des sociétés montre que son fonctionne-

ment est capable d'absorber ces chocs en payant parfois un prix très lourd mais qui permet au final la survie de la collectivité dans un système renouvelé, ou non. N'est-ce pas cette situation que nous vivons aujourd'hui et qu'il conviendrait de décrypter dans toute la diversité des territoires concernés ?

”

En se mobilisant, ces jeunes participent directement de la réduction du risque sanitaire, le fonctionnement de la société permettant de pallier les carences des dépositaires du pouvoir de gestion de l'espace public.

¹⁰ Ba M., « Dakar, du mouvement Set Setal à Y'en a marre (1989-2012) », Itinéraires [En ligne], 2016-1 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2016.
URL : <http://journals.openedition.org/itineraires/3335> ;
DOI : <https://doi.org/10.4000/itineraires.3335>

Photo :
Edouard Tamba



DOSSIER

FINANCER LES VILLES, UN ENJEU MAJEUR POUR LA RÉSILIENCE POST-COVID ET LA RÉALISATION DES AGENDAS MONDIAUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Émilie MAEHARA

> Fonds Mondial Pour le Développement des Villes

Le Fonds Mondial pour le Développement des Villes (FMDV) est une ONG qui permet aux collectivités locales émergentes et en développement d'accéder aux ressources financières extérieures nécessaires au financement de leurs projets de développement urbain.

Le rôle majeur des villes pour atteindre les Objectifs de Développement Durable et de l'Accord de Paris pour le climat est unanimement reconnu. Les villes sont en effet de puissants catalyseurs de développement et d'innovation pour répondre aux enjeux globaux à condition de disposer des financements adéquats. Pour limiter le réchauffement climatique à 2°C d'ici 2030, on estime que

90 000 milliards USD d'investissements dans les infrastructures urbaines sont requis. Or, moins de 10% des financements climat internationaux sont actuellement dédiés à des investissements locaux.

Le financement des villes est caractérisé par une défaillance systémique du marché. En dépit des nombreuses sources de financement déployées depuis l'adoption de ces agendas, les collectivités locales font toujours face à un accès insuffisant aux ressources car elles rencontrent des difficultés à remplir pleinement les conditions des acteurs financiers. Dans les contextes émergents, elles sont considérées comme insuffisamment solvables et leurs projets insuffisamment investissables (« bankable »), et souffrent de cadres institutionnels inadaptés.

C'est dans ce contexte que le Fonds Mondial pour le Développement des Villes (FMDV), réseau international de gouvernements locaux et régionaux, développe des solutions qui contribuent à structurer l'ensemble du cycle de financement du développement urbain sur le long terme.

Développer des stratégies et des programmes nationaux et locaux sur le financement des villes.

Ces solutions consistent à renforcer les capacités des collectivités locales à mobiliser et gérer leurs ressources propres, développer des stratégies d'investissement, diversifier leurs financements en mobilisant des fonds publics et privés natio-

naux et internationaux, développer des véhicules de financement ou encore préparer des projets.

Les gouvernements nationaux ont également un rôle majeur à jouer pour renforcer le cadre institutionnel, l'autonomie financière et les capacités des collectivités. Ils peuvent également développer des politiques et instruments qui facilitent leur accès aux financements externes par des dispositifs de garantie, rehaussement de crédit et d'atténuation du risque.

Le Programme pour le financement intégré du développement urbain (PIFUD) financé par la Commission européenne (5 M€) accompagne la métropole de Kampala en Ouganda dans sa stratégie de financement autour de trois axes :

- l'organisation de dialogues politiques nationaux multi-acteurs pour engager des réformes sur le financement local ;
- le renforcement des capacités des collectivités locales à travers des échanges d'expériences avec les villes de Paris et Johannesburg : gestion dématérialisée des revenus fiscaux locaux, captation de la plus-value foncière, développement des Partenariats Publics-Privés, préparation d'une émission obligataire verte ;
- le développement de « laboratoires urbains », actions pilotes d'investissement urbain : mobilité urbaine électrique, énergie renouvelable décentralisée dans les écoles.

Le Programme d'Expertise Financière Climat



Photo :
Random Institute

Les villes sont en effet de puissants catalyseurs de développement et d'innovation pour répondre aux enjeux globaux à condition de disposer des financements adéquats.

”

La création d'espaces de dialogue permet aux collectivités locales et à leurs partenaires (gouvernements nationaux, bailleurs de fonds, investisseurs, société civile) de créer une compréhension commune et d'engager des partenariats et des démarches innovantes pour accélérer le financement.

(PEFCLI) porté par le ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc déploie une cellule nationale d'expertise qui vise à accompagner les collectivités locales à formuler techniquement et financièrement leurs projets climat et à faciliter leur accès aux financements internationaux.

Développer les partenariats multi-acteurs et l'innovation pour accélérer le financement du développement urbain.

La création d'espaces de dialogue permet aux collectivités locales et à leurs partenaires (gouvernements nationaux, bailleurs de fonds, investisseurs, société civile) de créer une compréhension commune et d'engager des partenariats et des démarches innovantes pour accélérer le financement.

Le programme de coaching de projets sur le renforcement du financement de la transition urbaine accompagne 6 coopérations décentralisées en Afrique de l'Ouest à accéder aux financements. Le coaching vise à renforcer la maturité technique et financière des projets. Il est suivi d'une session de matchmaking permettant d'accompagner le dialogue entre les villes et les acteurs du financement (bailleurs de fonds, secteur privé).

Il est également essentiel de dévelop-

per des partenariats et instruments permettant d'attirer les investisseurs privés pour développer des solutions de financement mixtes (blended finance).

Les institutions de financement des collectivités locales ou Subnational development banks (SDBs) ont un rôle majeur à jouer pour l'intermédiation et la structuration du marché municipal. Le mandat de ces banques publiques centré sur les collectivités locales leur confère un rôle stratégique pour aider les collectivités à diversifier leurs sources de financement (bailleurs, marchés financiers) et appuyer la structuration de portefeuilles de projets.

Le FMDV a promu la création d'une Alliance globale des SDBs endossée par les Nations unies. Il est partenaire stratégique du Réseau des Institutions Africaines de Financement des Collectivités Locales (RIAFCO).

Le Fonds international d'investissement municipal (IMIF) vise à accompagner les collectivités locales du Sud à accéder aux marchés financiers. Créé par le Fonds d'Équipement des Nations unies (UNCDF), Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et le FMDV, il est articulé autour d'une composante d'assistance technique d'aide au montage de projets et d'une composante d'investissement gérée par Meridiam, groupe français reconnu pour ses engagements sur l'urbain et les collectivités locales.

Photo :
Kigali,
One Zone Studio



Photo :
Antoine Pluss



Développer et partager les connaissances et promouvoir les solutions innovantes de financement dans le débat international.

Le FMDV travaille de façon simultanée à la production de connaissances, au plaidoyer politique et à la mise en œuvre opérationnelle de solutions de financement. Il a ainsi œuvré à la reconnaissance par les Nations unies du financement groupé (pooled financing), du rôle des SDBs, du modèle de production de logement abordable des Community Land Trust, qui a permis l'intégration de ces solutions dans les politiques publiques et les programmes des partenaires au développement.

Le FMDV promeut activement la question de la finance climat des villes dans le cadre du Partenariat de Marrakech pour l'action climatique globale (MPGCA), coalitions des acteurs non étatiques fédérés par les Nations unies dans le cadre des COP de la Convention-Cadre sur les changements climatiques.

”

Le FMDV promeut activement la question de la finance climat des villes [...]

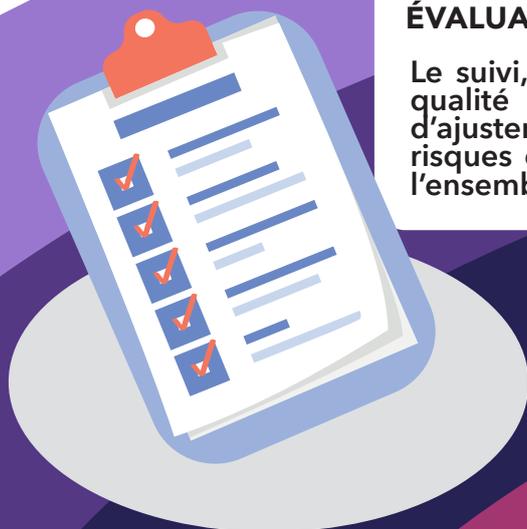
En tant que mécanisme de CGLU sur les finances locales, le FMDV contribue au renouvellement du plaidoyer sur la territorialisation du financement des agendas globaux auprès des Nations unies et à l'échange entre pairs.

Il lance actuellement le Local finance knowledge hub, premier centre de ressources en ligne sur les finances locales, qui permet de partager les expériences des acteurs engagés dans le financement du développement urbain durable au niveau global.

5

UNE CAPITALISATION ET UNE ÉVALUATION QUALITATIVE

Le suivi, l'évaluation et la capitalisation de qualité et sur le long-terme permettent d'ajuster les futurs projets, d'anticiper les risques et mesurer l'impact des projets sur l'ensemble des communautés.



DES PROGRAMMES INCLUSIFS, INTÉGRÉS ET AGILES

Des programmes de coopération internationale résilients intègrent différentes temporalités, échelles géographiques, types d'acteurs, de partenaires... Ils décloisonnent les approches et thématiques d'intervention et favorisent les synergies et mutualisation. Ils s'adaptent donc rapidement aux changements de paradigmes du territoire d'intervention.



4

CONSTRUIRE
UN PROJET DE
COOPÉRATION
INTERNATIONALE
UN PROCESSUS

INFOGRAPHIE

La résilience réduit l'impact des chocs sur les communautés et les risques de ces chocs, tout en renforçant la capacité d'adaptation des communautés. La résilience implique une capacité « d'absorber, d'accueillir et corriger les effets d'un danger ». Un projet de coopération internationale résilient résiste lui-même aux crises et s'adapte facilement aux nouveaux contextes d'intervention. Le bureau des Nations Unies fait de la résilience une nouvelle norme de l'action internationale, à l'occasion de l'adoption de la Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes en 1999.

1 (Quenault B., « Résilience et aide internationale : rhétorique discursive ou véritable réforme ? », Mondes en développement, 2017/4 (n° 180), p. 35-52)

1 UNE CONNAISSANCE HOLISTIQUE DU TERRITOIRE D'INTERVENTION

Un programme de coopération internationale est d'autant plus résilient qu'il connaît parfaitement le contexte dans lequel il s'inscrit. Ainsi, l'ensemble des risques, opportunités, vulnérabilités mais aussi capacités du territoire d'intervention est connu. Il est essentiel de développer une vision macro et micro politique, économique, culturelle et sociale.



2 UNE INTERACTION CONSTANTE ENTRE LES PARTIES PRENANTES

Un programme de coopération internationale est d'autant plus résilient qu'il favorise les relations et interactions entre les communautés. L'ensemble des parties prenantes participe au projet afin de favoriser les synergies et alliances. Cela assure à terme des changements multi sectoriels et un renforcement des capacités institutionnelles.

3 UN RENFORCEMENT MUTUEL DES CAPACITÉS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES

Un programme de coopération internationale est d'autant plus résilient qu'il favorise l'empowerment des communautés et leur capacité d'innovation. Ce renforcement des compétences doit permettre l'autonomisation, l'appropriation et l'auto-gestion à terme du projet et de ses risques.



RENFORCEMENT

EMPOWERMENT

FAIRE UN
COOPÉRATION
VALE RÉSILIENT,
DYNAMIQUE

Photo :
UDM,
Accès à l'eau



DOSSIER

MICROS MAIS COSTAUDS, QUAND LES MICRO-PROJETS FONT FACE À LA PANDÉMIE

Apolline Cox > La Guilde

La Guilde est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) créée en 1967. Elle est reconnue d'utilité publique depuis le 21 décembre 1981.

Quel est le dispositif d'appui aux microprojets créé par La Guilde ?

Le pôle Microprojets de La Guilde, c'est un incubateur pour des projets de développement portés par les petites associations françaises. Nous leur proposons un accompagnement personnalisé et des formations sur la gestion de projets. Grâce au soutien de l'AFD et d'autres partenaires, nous leur permettons aussi d'accéder à des financements – jusqu'à 20 000€ par initiative. La Guilde gère 2 dispositifs d'appel à microprojets : le premier vise l'ensemble des thématiques habituelles de l'aide au développement (éducation, santé, agriculture, etc.). Le second, créé en 2019, est dédié aux projets utilisant le sport comme outil de développement. Ces associations, généralement composées de bénévoles, œuvrent à long terme auprès de communautés qu'elles connaissent très bien et sont donc susceptibles de mettre en place des projets à fort impact local.

2020 a dû être une année particulière pour vous. On imagine que la situation mondiale a bouleversé beaucoup de projets ?

La pandémie a eu un impact direct sur de nombreux projets et leurs bénéficiaires. Si le virus a surtout impacté la santé des plus fragiles, il a aussi renforcé d'autres vulnérabilités comme l'accès aux services de base et mis à mal les sources de revenus, déjà fragiles, d'une importante part de la population mondiale. Il a donc rapidement fallu s'adapter pour soutenir différemment. Au printemps 2020, un appel à projet « spécial COVID » a permis de cofinancer 62 microprojets visant à prévenir la propagation du virus et à répondre aux besoins essentiels des populations.

Cette crise a également poussé les associations à adapter leurs pratiques : des projets menés à distance ; une collecte de fonds plus laborieuse ; de nombreuses activités reportées ou annulées. De ce fait, la place des partenaires locaux s'est substantiellement renforcée. Plus que jamais, c'est grâce à leur mobilisation que les activités sur le terrain ont pu être repensées et menées à bien.

Qu'est ce qui facilite la résilience des microprojets en particulier ?

Un microprojet de développement se caractérise par une coopération de proximité, un coût global faible et un impact géographique à petite échelle. Ses capacités de résilience sont facilitées par un lien très fort avec les populations locales, à la fois bénéficiaires et acteurs du projet. Co-construit entre une association française et une structure locale, un microprojet permet de répondre de façon ciblée à un besoin exprimé. Cet ancrage local, l'implication directe des parties prenantes et le ciblage de changements concrets donnent aux microprojets une agilité particulière pour s'adapter et faire face aux événements inattendus, comme la crise sanitaire que nous vivons aujourd'hui.

Quelle pérennité des projets que vous soutenez dans un monde qui fait face à des crises de plus en plus fréquentes ?

Les projets d'urgence souvent associés aux crises ne suffisent pas à répondre à long terme aux déséquilibres qui, eux, s'inscrivent dans la durée. La crise sanitaire, pour ne citer qu'elle, a creusé encore les inégalités (accès à l'école, à l'emploi...). L'approche « long terme » apparaît donc comme primordiale. Pour cela, un projet doit être élaboré en tenant compte de l'ensemble du contexte et en anticipant au maximum ces risques. Plus que jamais, chaque étape d'un projet doit impliquer l'ensemble de ses parties prenantes, reposer sur un renforcement des capacités locales et avoir pour boussole la pertinence des réponses apportées par rapport aux besoins, quitte à revoir l'intervention lorsque la crise survient. Ces caractéristiques sont celles des microprojets, et la façon dont les associations que nous accompagnons ont adapté leurs approches pour répondre à la crise COVID nous rend plutôt optimistes sur la pérennité de leurs interventions !

Quels conseils pourriez-vous donner aux petits porteurs de projets qui souhaiteraient se préparer ?

Tout d'abord, bravo de continuer à agir pour la solidarité internationale dans les conditions que nous connaissons ! Je leur conseillerais de continuer à échanger et à travailler en synergie avec d'autres acteurs du secteur, pour

bâtir des partenariats solides et agir collectivement. D'anticiper l'arrivée de nouvelles crises en développant de nouveaux modes de communication, de gestion et de suivi, et de se former aux enjeux globaux : le changement climatique, le numérique, l'égalité femmes-hommes, la place des jeunes. Des sujets clés pour penser la résilience en solidarité internationale.

Les RRMA et la Guilde signent cette année un nouvel accord de partenariat en vue de créer une plateforme des microprojets. Qu'est-ce que cela va changer ?

L'objectif de cette convention de partenariat est de nous rapprocher des territoires et de proposer aux porteurs de microprojets un accompagnement de proximité. Grâce aux RRMA, l'idée est de mettre à disposition des associations davantage de ressources méthodologiques, des possibilités d'appui personnalisé et des formations sur leur territoire. Ces nouveaux services, associés à la mise en place d'opportunités de financement, contribueront, nous l'espérons, à renforcer un peu plus les capacités de résilience des petites associations de solidarité internationale qui participent aussi au dynamisme des territoires.

Photo :
SOS Casamance, Sénégal



Photo :
Hervé Berville



DOSSIER

PROJET DE LOI DE PROGRAMMATION RELATIF AU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE ET À LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS MONDIALES

Hervé Berville

Hervé Berville est député de la 2ème circonscription des Côtes d'Armor. En tant que parlementaire, il est membre de la commission des Affaires étrangères et membre du conseil d'administration de l'Agence Française de Développement. Il est également rapporteur du projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales.

Pouvez-vous nous présenter les grandes lignes de ce projet de loi ?

Dans le contexte de crise sanitaire mondiale, la coopération et la solidarité internationales sont plus que jamais nécessaires pour faire face durablement aux enjeux globaux contemporains. Avec ce texte, la France place la lutte contre la pauvreté et les inégalités mondiales au cœur de sa politique de développement, et le développement au cœur de sa politique étrangère, au même titre que la diplomatie et la défense. Le texte de loi repose sur trois grands principes fondamentaux :

1. Une politique qui soit l'affaire de tous : nous souhaitons que l'ensemble des acteurs en France et dans les pays partenaires soit mobilisé et que chacun puisse agir à son niveau de compétence. Le gouvernement cible notamment trois publics importants : les collectivités territoriales, la jeunesse en France et dans les pays en développement et les diasporas qui jouent un rôle majeur dans le développement de leur pays d'origine.

2. Une politique d'aide au développement plus ambitieuse, qui se concentre sur les pays les plus vulnérables, notamment en Afrique subsaharienne, impulsée par le Président de la République et mise en œuvre sur les terrains par les ambassadeurs.
3. Une politique plus transparente, qui passe d'une logique quantitative à une logique qualitative à travers la mise en place d'indicateurs d'impacts.

En quoi cette loi apporte-t-elle des éléments nouveaux par rapport à la LOP-DSI du 7/07/2014 et quelles sont les priorités politiques affichées de cette loi ?

On peut noter six changements majeurs dans cette loi :

1. C'est la première fois qu'il y a une véritable doctrine politique et stratégique qui est établie et qui a été co-rédigée. En effet, ces nouvelles orientations sont le résultat d'un long travail de consultations auprès des acteurs impliqués sur les questions de coopération et de solidarité internationales.
2. Le texte prévoit une programmation budgétaire avec un objectif de 0,55 % du RNB (revenu national brut) consacré à l'aide publique au développement en 2022, première étape vers l'objectif historique d'atteindre les 0,7 % du RNB d'ici 2025.
3. La politique de développement est refondée sur une logique partenariale à travers la mobilisation et la reconnaissance du rôle de la société civile, des collectivités territoriales, des entreprises, des diasporas, de la jeunesse, des établissements d'enseignement supérieur, de recherche et de formation, etc.
4. Le projet de loi met en avant les dispositifs de volontariat à l'international, et notamment le principe de réciprocité (c'est-à-dire la venue de volontaires des Pays du Sud en France).
5. Une autre innovation porte sur la création d'une commission indépendante d'évaluation qui aura vocation à réaliser des évaluations d'impacts sur les projets financés par la France. Chaque année, le gouvernement devra présenter un rapport au Parlement sur les projets menés et les objectifs tenus.
6. Enfin, la question de la restitution des biens mal acquis marque une avancée historique avec la création d'un mécanisme qui permet de reverser l'argent aux populations injustement spoliées à travers des projets de coopération.

Comment s'inscrit la loi dans l'Agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable (ODD) ?

Afin de répondre aux ODD, la politique de développement solidaire et de lutte contre les inéga-

lités mondiales s'inscrit dans plusieurs cadres :

- le programme d'action Addis-Abeba sur le financement du développement,
- l'Agenda 2030,
- l'Accord de Paris, dans le sens où l'adaptation aux changements climatiques est un des enjeux prioritaires de cette politique,
- et le Forum Génération Égalité qui promeut l'égalité entre les femmes et les hommes.

En outre, le projet de loi respecte et promeut explicitement dès l'article 1er les normes et principes qui régissent la réalisation des ODD. Il rappelle à cet égard la nécessaire implication collective des pouvoirs publics, des entreprises, des banques multilatérales de développement et de la société civile.

Le projet de loi prévoit que les RRMA soient représentés en tant que tel au CNDSI (conseil national pour le développement et la solidarité internationale). Quels sont les enjeux et les perspectives de cette représentation ?

Il est fondamental de territorialiser cette politique de développement. Les RRMA, de par leur nature et leur vocation, sont des acteurs importants sur le territoire qui assurent la promotion des enjeux de coopération internationale et la sensibilisation aux ODD. La mise en œuvre et l'évaluation de cette politique doit donc se faire en lien étroit avec les RRMA. Ils connaissent les acteurs et initiatives qui existent sur le terrain, et peuvent orienter le gouvernement dans l'optique de faire émerger des solutions durables et équitables de lutte contre la pauvreté et contre les inégalités.

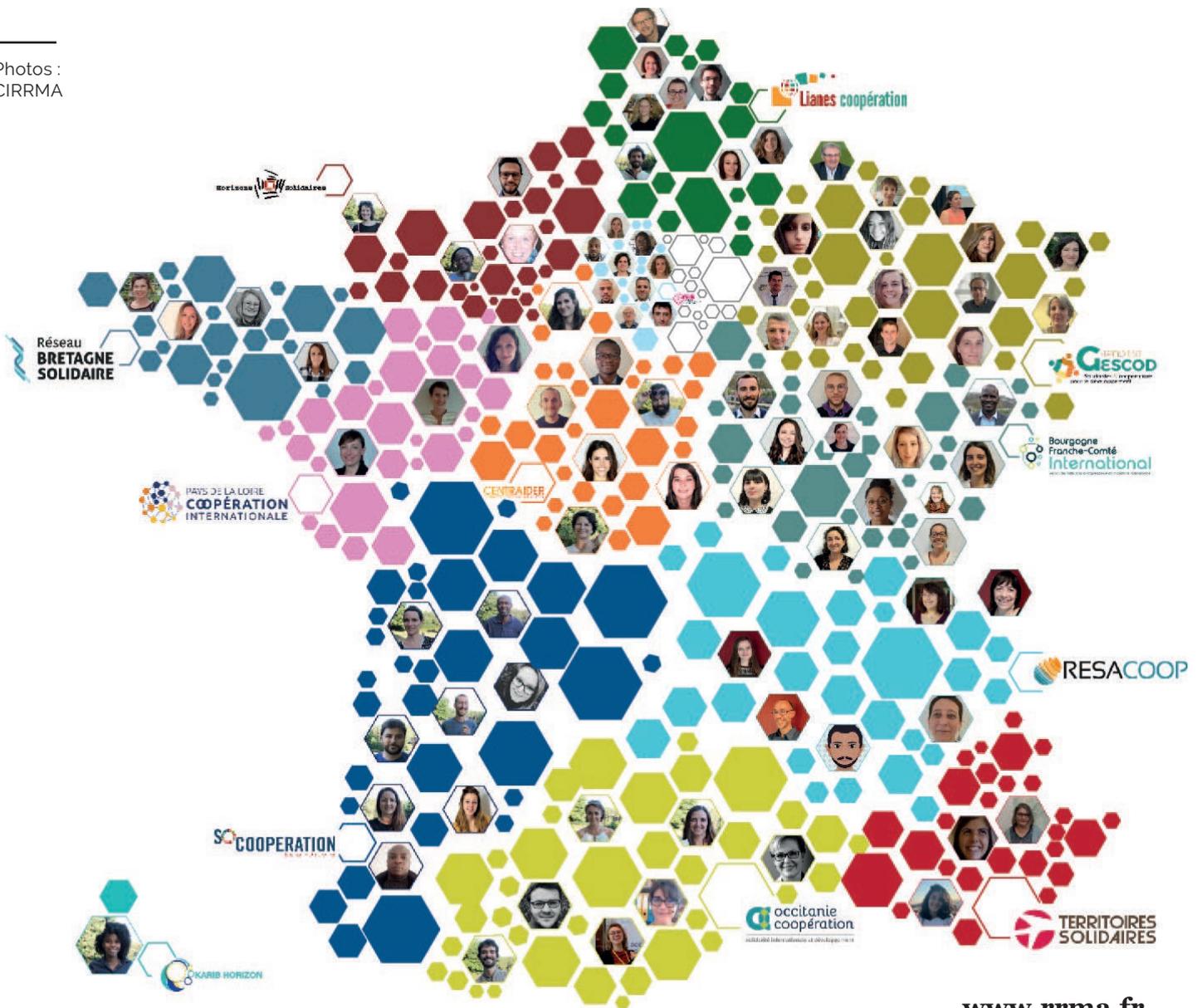
Le 2 mars 2021, le projet de loi a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée nationale. Comment vont se dérouler les semaines à venir ?

Le Sénat va à son tour examiner le projet de loi le 14 avril. Puis une commission mixte paritaire aura lieu courant juin afin que la loi soit définitivement adoptée cet été, je l'espère en tout cas j'y travaille sans relâche.

Un dernier message à faire passer ?

C'est par la coopération et la solidarité internationales et la politique de partenariats que nous pourrons à court et long termes régler les grandes questions, à la fois locales et internationales, de santé, de changements climatiques, d'éducation, de sécurité, etc. Il n'y aura pas de résolution de ces problèmes sans une action très ambitieuse dans ce domaine. C'est en utilisant l'intelligence collective et les compétences de chacun que nous pourrons faire face durablement à ces enjeux, ici et dans les pays partenaires.

Photos :
CIRRMA



DOSSIER

LES RÉSEAUX RÉGIONAUX MULT-ACTEURS : LA COOPÉRATION INTERNATIONALE SE DÉPLOIE AU COEUR DES TERRITOIRES

”

Dans le contexte de la rédaction de cette revue, parler de résilience c'est être porté par ce double sentiment de résignation et d'espoir.

Franck Fortuné > CIRRMA

Dans le contexte de la rédaction de cette revue, parler de résilience c'est être porté par ce double sentiment de résignation et d'espoir. En effet, il nous faut accepter, non sans amertume parfois, qu'en dépit des nombreuses alertes dans tous les domaines de la fragilité de nos systèmes de santé à la lutte contre le réchauffement climatique, nous n'avons pas pu éviter le choc ; celui d'une pandémie mondiale qui est venue révéler dans ses vicissitudes les multiples facettes d'une crise globale. Comme Paul Valéry pouvait le dire en d'autres circonstances : "Nous autres civilisations savons désormais que nous sommes mortelles". Quelle que fût l'époque, quelle qu'eût été la nature de ce choc, immanquablement nous devons tirer les leçons de ses conséquences et des transformations induites dans nos sociétés.

Un peu plus d'un an après le début de la pandémie, nous pouvons ainsi trouver quelque réconfort dans notre capacité à nous relever individuellement et collectivement. Que l'on fasse le constat, quelque peu fataliste, de la nécessité de "faire avec" ou que l'on soit plus actif dans cette volonté de "s'adapter", nous répondons progressivement, collectivement et intelligemment. L'espoir est permis. Permis par les nombreux exemples que nous avons pu observer sur nos territoires, par la mobilisation des multiples acteurs à différents niveaux, du citoyen à la communauté internationale ; nous ne décrivons pas mieux notre humanité que lorsque nous sommes confrontés au même péril. Mais ce n'est pas un espoir naïf mû par la simple volonté de "s'en sortir" comme on sort d'un mauvais pas sur un chemin tout tracé, car un retour à la normale serait un retour à l'anormal.

C'est ainsi tout l'enjeu de ce numéro que de recueillir les témoignages, les retours d'expériences, les pistes qui s'ouvrent pour bâtir une définition originale des "résiliances" portées par les différentes catégories d'acteurs quelques soient leurs échelles d'intervention. Une réflexion qui permet de sortir la solidarité internationale du simple débat d'opinion. Il ne s'agit plus d'être pour ou contre, de circonscrire cette question aux joutes politiques entre le repli ou l'ouverture, d'opposer

le local à l'international... Il est nécessaire d'engager le débat de cette solidarité comme un point de méthode, un moyen, une réponse adaptée aux enjeux d'une décennie (2020-2030) d'un siècle qui peut encore changer les trajectoires sociales et environnementales pour atteindre les Objectifs de Développement Durable.

Car il y a urgence. Et parler de résilience, c'est déjà porter une parole d'espoir avec un temps de retard. La résilience, c'est changer dans la façon de venir en aide à ses proches, à ses concitoyens, aux voisins de ses voisins, dans la manière de faire société et de se penser liés les uns aux autres. La résilience, c'est accepter d'être tombé, mais c'est surtout changer dans la façon de se relever.

années 2000. Très tôt, une concertation s'organise entre eux afin de capitaliser sur les expériences de chacun et de former une communauté de pratiques sur les spécificités territoriales des questions de coopération et de solidarité internationales.

En 2018, la Conférence Interrégionale des RRMA est créée pour donner corps à cette dynamique, en renforçant ainsi la coordination et la possibilité de conduire des actions communes. La CIRRMA assure ainsi la représentation (notamment dans des instances nationales) de l'ensemble de RRMA, la solidarité entre réseaux et leur promotion à l'échelle nationale et internationale. Mais surtout, fidèle à l'histoire de la décentralisation dont ils sont issus, les RRMA ont ainsi formalisé cet espace les reliant entre eux par une structure « inter-régionale » et non pas « nationale » marquant, dans la définition même, cet attachement à mener des actions collectives « à partir » des territoires et non « sur » les territoires.

Présentation de la CIRRMA

Les RRMA, dont les histoires et les dénominations sont très différentes, partagent un développement et une structuration progressive depuis les

Gouvernance de la CIRRMA







**PAROLE
AUX
ACTEURS
NÉO-AQUITAINS**

LA GIRONDE CONSTRUIT UN CHEMIN RÉCIFAL DANS LE SINÉ SALOUM



DOSSIER

Amaud Dellu > Département de la Gironde

Le Delta du Saloum est l'une des régions les plus étonnantes, belles et sauvages du Sénégal, classée Réserve Mondiale de la Biosphère. A la rencontre de la faune sauvage, des populations locales et d'une nature protégée et très riche en biodiversité, cet écosystème unique offre des paysages splendides et singuliers, à découvrir au fil de l'eau et des navigations en pirogue, le moyen de transport traditionnel local.

>monde-authentique.com

Face aux changements écologiques et sociétaux, le Département de la Gironde a amorcé en 2019 une stratégie de résilience territoriale afin de créer des conditions collectives d'anticipation, d'adaptation et de transformation à la hauteur des enjeux mondiaux et locaux. Traduite en défis à échéance 2030 et en actions phares opérationnelles dès 2020, cette stratégie intègre deux démarches de haute ambition démocratique : un budget participatif doté de 700 000€ pour mettre en œuvre les idées des jeunes pour un territoire plus résilient et un panel citoyen pour définir les priorités d'action en Gironde.

Voici un exemple d'action menée en coopération par le Département de la Gironde et le département de Foundiougne au Sénégal :

Face à l'appauvrissement en poissons des eaux du Delta du Siné Saloum, les élus sénégalais du conseil départemental de Foundiougne ont souhaité travailler avec la Gironde. L'objectif est de lutter contre ce phénomène climatique (salinisation des eaux du fleuve), en lien avec la coupe de la mangrove pour le bois de chauffage mais également dû à l'industrialisation de la pêche très en amont de l'embouchure du fleuve.



Le Delta du Saloum
flickr.com - Loutrivoile 2012

La Gironde a sollicité l'expertise de l'association Scaphpro-Recherche océanographique, installée sur le Bassin d'Arcachon. Cette dernière a proposé de créer des récifs artificiels à immerger dans le Saloum pour ré-empoissonner le Delta en permettant la nidification.

Un soutien financier a été obtenu dans le cadre de l'appel à projets du fonds franco-sénégalais du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). Après une phase pilote expérimentale réussie, un chemin récifal est en cours d'installation depuis le village de Djirnda en direction de l'embouchure du Saloum.

Ainsi, des maçons ont été formés à la fabrication de récifs artificiels en oursins puis à leur immersion. Ces

actions ont permis aux villageois de redécouvrir des poissons quasiment disparus du delta, revenus nicher dans l'aire marine protégée (AMP) du Gandoul. Trouvant désormais de quoi se nourrir, les oiseaux migrateurs sont également réapparus. Un observatoire à oiseaux a donc été construit. Il a vocation à servir aux touristes mais il permet également aux villageois de surveiller l'aire marine protégée afin d'éviter tout braconnage.

Une expérience pilote sur la mytiliculture est également en cours. Si elle est positive, la production de moules sera à la fois une source d'alimentation supplémentaire pour les familles et un complément de revenus via la vente de ces coquillages pour les femmes.

Une nouvelle action en lien avec la formation des ostréicultrices de Toubacouta et notamment l'optimisation du transport des huitres vivantes vers le marché dakarais est en cours (la crise sanitaire ayant repoussé cette mission programmée en 2020). Ainsi un ingénieur aquacole girondin est actuellement (mai 2021) dans le département sénégalais pour travailler avec cette coopérative et optimiser leurs actions. De nouveau, ce projet a été cofinancé par l'Etat français (MEAE – DAECT) et l'Etat sénégalais, en plus des deux Départements, dans le cadre de l'appel à projets 2019-2021.



LES DIASPORAS : SOURCE DE RÉSILIENCE POUR LES PAYS D'ORIGINE ET POUR LA FRANCE

DOSSIER

Photo -Pixabay

Lara Wicquart > RMDA - Red Mangrove Development Advisors

La pandémie de la Covid-19 a durement touché à la fois la France et les pays d'origine des diasporas, sur les plans sanitaire, économique, social... Dans ce contexte, on aurait pu s'attendre à ce que les logiques de solidarité tissées entre les territoires s'estompent. Néanmoins, on observe dans les faits une surprenante résilience des actions des diasporas, envers les pays d'origine et en France.

Projets et transferts de fonds : au service de la résilience des territoires d'origine

Au-delà des liens personnels et familiaux, les diasporas mènent diverses actions dans leurs territoires d'origine : transferts de fonds, transferts de compétences, mise en place ou participation à des projets sur place...

Le potentiel des transferts de fonds des diasporas pour les territoires d'origine est de plus en plus remarqué. En effet, ces fonds sont souvent supérieurs à l'aide publique au développement et parfois aux investissements directs étrangers : « au Sénégal, ils équivalent au double de ces deux montants réunis, et atteignent 5,5 millions de dollars par jour ».

Les transferts de fonds de la première génération ont surtout pour objectif de subvenir aux besoins de consommation des familles au pays. Ils financent également de manière collective des projets d'infrastructures communautaires. Néanmoins des évolutions sont en cours avec le renouvellement des générations et les 2èmes et 3èmes générations des diasporas se tournent progressivement vers des projets disposant d'un modèle économique pérenne et auto-entretenu. Ils permettent aux territoires d'origine ciblés, souvent ruraux et délaissés par l'Etat, de bénéficier d'un rattrapage économique et social. Les investissements productifs restent toutefois encore minoritaires aujourd'hui et il y a donc un enjeu d'orientation des transferts de fonds vers des investissements nourrissant une résilience des territoires d'origine à plus long terme.

Enfin, les organisations des diasporas jouent parfois un rôle d'intermédiaire entre les besoins dans les pays d'origine et les bailleurs de fonds français/européens, et facilitent ainsi la coopération des acteurs. Par exemple, en Nouvelle-Aquitaine l'Union des Travailleurs Sénégalais de France (UTSF) accompagne la coopération des communes de la région avec des communes sénégalaises.

La Covid-19 affecte les membres des diasporas mais ne réduit pas leur volonté d'envoyer des fonds au pays d'origine

La pandémie engendre des pertes d'emplois et de revenus en France, et les membres des diasporas sont durement touchés, puisqu'un certain nombre vit de contrats à durée déterminée. Néanmoins, l'enquête IPSOS-Red Mangrove a mis en lumière la volonté de la majorité des répondants de maintenir voire d'augmenter leurs transferts de fonds dans le futur. Cela serait permis par des sacrifices individuels : « les répondants qui pensent envoyer plus comptent réaliser cet effort en réduisant leurs dépenses (52%), voire en piochant dans leur épargne (35%) ». D'après Khadim Ndoye le soutien financier aux familles est vu comme une priorité, devant les dépenses personnelles ou l'épargne, et le taux de change permet, via l'envoi d'une petite somme en euros, d'offrir des ressources importantes dans le pays d'origine.

Les membres de la diaspora jouent donc un rôle de soutien à leur pays d'origine malgré une crise à caractère mondial. On peut néanmoins craindre que la crise affecte fortement leur niveau de vie à long terme. Il y a donc un enjeu d'appui à ces transferts de fonds (baisse des coûts, informations sur les outils de placements) afin de faire d'un jeu à somme nulle (baisse de la consommation en France pour soutenir la consommation du pays d'origine) un jeu à somme positive, bénéficiant à tous et nourrissant la résilience des territoires et de leurs habitants à long terme.

« Dans le long terme, l'identification de solutions de transfert moins onéreuses, la constitution d'épargne et l'investissement productif seront des solutions pour une plus grande résilience des populations locales et des diasporas. »

Associations, travailleurs étrangers : les diasporas participent aussi de la résilience française

D'après Alioune Sy, président du COSIM Nouvelle-Aquitaine : « Il y a plus de 1000 asso-

ciations de migrants en France et 97 en Nouvelle-Aquitaine, qui sont comme au niveau national principalement originaires du Maroc, d'Haïti, de Mauritanie, de Centrafrique et du Sénégal. »

Il serait réducteur d'imaginer que les membres des diasporas présentes en France ne contribuent qu'à la résilience de leur pays d'origine. Ainsi, Khadim Ndoye, président de l'UTSF, explique que l'association souhaite accompagner des projets favorisant un essor économique à la fois au Sénégal et en Gironde. S'il est difficile de mesurer l'impact des diasporas sur la résilience française, on peut néanmoins observer l'existence de nombreuses organisations des diasporas menant en France des actions diverses et constituant un riche tissu de solidarités... Par exemple, l'association bordelaise

”

L'immigration contribue à l'essor économique des territoires où elle a lieu.

Khadim Ndoye

étudiante, tandis que l'UTSF a mis en place des distributions de masques et un service de courses pour les personnes à risque.

La pandémie actuelle a amené l'Etat à définir certaines activités économiques comme essentielles. Or on observe aux postes clés pour le fonctionnement de ces services une forte concentration de travailleurs étrangers. D'après Alioune Sy, « les petites mains invisibles dans la santé, la sécurité, l'hygiène sont souvent des migrants. Ces gens étaient au premier plan face à la Covid-19 et ils sont passés inaperçus ». Cette invisibilité a fait l'objet d'une médiatisation de la part d'ONG et de personnalités publiques, afin de reconnaître le rôle des travailleurs étrangers, et plus largement des diasporas dans le système économique et social français.

AQAFI, fondée par Alioune Sy, lutte contre les discriminations et accompagne les étudiants en mobilité en France, et l'UTSF promeut notamment le vivre ensemble à travers des activités culturelles, de commémoration et d'intégration. De plus, face à la pandémie, les associations ont adapté leurs activités : AQAFI a par exemple distribué des paniers repas sur les campus de Bordeaux pour lutter contre la précarité



DOSSIER

LA RÉSILIENCE OU L'ART DE RÉSISTER : LE PROJET ENGAGEMENT FÉMININ AU BURKINA FASO

Sonia Monné > Institut des Afriques

Le Burkina Faso est un pays du Sahel à faible revenu et aux ressources naturelles limitées. Son économie repose essentiellement sur l'agriculture qui emploie près de 80 % de la population active. Malgré les progrès réalisés ces deux dernières décennies, le Burkina Faso est confronté à de nombreux défis de développement, notamment en matière de santé et d'éducation. Aussi, l'insécurité liée aux attaques terroristes fréquentes depuis 2016 a créé une crise humanitaire sans précédent. Le pays est éprouvé de longue date par différentes questions sociales économiques et sanitaires.

A ce contexte, s'ajoute la crise sanitaire de la Covid-19. Car, même si le continent africain continue d'être moins touché au niveau du nombre de victimes directes de la pandémie, les conséquences économiques sont lourdes, avec un secteur informel encore plus fragilisé. Afin de gérer la pandémie, le gouvernement s'est consacré à la crise sanitaire et a délaissé d'autres volets de la société, au premier rang desquels le secteur

culturel et artistique. Car, même si le gouvernement burkinabè a débloqué un fonds d'un milliard de francs CFA pour le secteur artistique, il n'en demeure pas moins que cela paraît insuffisant pour les acteurs de la culture.

Dans ce contexte, nous avons voulu interroger Auguste Ouédraogo, co-directeur artistique de la « Compagnie Auguste-Bienvenue » qui porte le projet « Engagement féminin » depuis 2009 au Burkina-Faso. La rencontre avec Auguste Ouédraogo nous a permis de comprendre la façon dont les associations culturelles résistent au Burkina Faso. Cette résistance a une double face dès lors qu'elle préexistait à la pandémie de la Covid-19 et qu'elle s'est amplifiée avec cette dernière. En effet, avant la crise sanitaire, le Burkina-Faso connaissait déjà une faible structuration du secteur artistique et culturel.

Ainsi, une question se pose aujourd'hui : comment les acteurs culturels burkinabè tentent-ils de mener à bien leurs projets artistiques ? Pour ré-

pondre à cette question, Auguste Ouédraogo défend l'idée que « il y a un plaidoyer à faire au niveau du gouvernement pour reconnaître le statut d'un artiste : combien il doit être payé, déclaré et avoir des droits sociaux. » De ce constat découle la question de la reconnaissance de la culture comme facteur de développement économique et social. Pour Auguste Ouédraogo « il existe des organismes qui tentent de faire pression [pour la reconnaissance de la culture], mais elles sont souvent désorganisées. ». Une relance économique globale prenant en compte les industries créatives comme levier de développement socio-économique serait l'une des clés de réponses.

En l'absence de la reconnaissance politique du secteur culturel au Burkina-Faso, les projets de la « Compagnie Auguste Bienvenue » tentent de pallier ce manque. En effet, le projet « Engagement féminin » a pour objectif premier de favoriser la professionnalisation des femmes en matière de danse contemporaine. Car, même si la pratique de la danse est très importante au Burkina Faso, elle reste inaccessible, dans son format « professionnel » aux femmes. La danse est le support d'une identité traditionnelle mais aussi un appui d'innovation avec la danse contemporaine. C'est également un moyen d'exprimer un point de vue, porter un message et interroger les systèmes établis marqués par de fortes inégalités.

La première étape du projet a été lancée en 2009, puis renouvelée chaque année, avec une diversification importante des contenus des échanges artistiques, de la géographie des formations et des sources de financements. Le projet Engagement féminin est en plein développement depuis sa création, et a permis à des participantes qui avaient des situations difficiles à dépasser certains freins à leur émancipation grâce « à leur passion pour la danse ». La force du projet est de permettre à des danseuses de devenir entrepreneuses et mener à bien les projets qu'elles défendent. Ainsi, un festival de danse a été lancé à Lomé par une ancienne stagiaire, une école de danse a été créée en Côte d'Ivoire ; toutes ces initiatives

contribuent à la mise en place d'un réseau d'entraide pour diffuser les spectacles. Depuis 3 ans la compagnie œuvre pour l'animation de ce réseau permettant aux générations formées de construire des solidarités entre elles.

Le développement de l'activité de la Compagnie a été appuyé par le seul centre chorégraphique du pays « la Termitière ». Le développement de la danse nécessite l'existence d'un public et des lieux de diffusion. C'est pourquoi la compagnie s'engage dans un nouvel axe de travail : créer une formation professionnelle qui s'inscrit durablement dans le temps pour apporter des modules pédagogiques complets sur une période d'un an. Maintenant, le projet a besoin d'un espace pour se développer et accueillir cette nouvelle formation. L'idée étant de créer un lieu dédié au projet Engagement féminin. Avec des temps fort pendant la formation : présenter les premières étapes de travail, restitution de résidences, accueil de spectacles, organisation d'un festival réservé aux pratiques artistiques. Pour permettre au projet de se concrétiser, la compagnie continue d'entreprendre des discussions avec différents partenaires étrangers en Belgique, au Royaume Unis, au Etats Unis...

La pandémie a impacté la mise en œuvre de l'édition 2020 du projet.

La compagnie a dû faire face à la fermeture partielle des frontières qui a rendu plus difficiles les déplacements des participantes. Ainsi, 15 stagiaires sur 20 ont pu se rendre à Ouagadougou pour suivre les modules de formation. Cependant, le projet Engagement a su réinventer son projet et reporter son édition de juillet 2020 à janvier 2021 pour conserver le lien avec la société.

Pour Auguste Ouédraogo « la culture a toujours été résiliente pour trouver le moyen de s'exprimer. C'est un combat pour que les événements se concrétisent, afin de proposer des matières à réfléchir. »

Avec le projet Engagement Féminin on peut constater l'implication des acteurs culturels sur le terrain, pour rendre accessible la professionnalisation de la danse contemporaine à des femmes traditionnellement mise à l'écart de cette pratique. La danse apparaît donc comme un moteur de changement sociétal là où les politiques culturelles se désengagent.



CRISE SANITAIRE : FAIRE PREUVE DE RÉSILIENCE POUR CONTINUER D'AGIR AUPRÈS DES PLUS EXCLUS !

Nous vivons une crise sanitaire d'une ampleur inédite et qui n'a pas de frontières.

Face au Covid-19, les restrictions de mouvement, les mesures de confinement, voire la fermeture des frontières sont devenues la règle à la fois en France et dans les principales zones d'intervention de l'ONG Electriciens sans frontières, que ce soit en Asie, en Afrique ou en Amérique latine.

Depuis le 2 mars 2020, Electriciens sans frontières a ajusté ses modes de fonctionnement, afin de permettre la poursuite de ses activités tout en garantissant la sécurité de ses membres, partenaires et bénéficiaires de ses actions.

La poursuite des actions de l'ONG, à distance

Le coronavirus se propage sans discrimination. La capacité d'action à distance, qui était déjà apparue indispensable pour continuer d'intervenir dans les zones les plus frappées par l'insécurité, est aujourd'hui une nécessité pour maintenir les activités d'Electriciens sans frontières sans être une source de propagation du virus.

Par exemple, dès mars 2020, un premier projet de déploiement d'une installation électrique intérieure au sein d'un centre de formation a été entièrement mené à distance. «Devant la menace de l'épidémie, la décision de l'équipe bénévole d'Electriciens sans frontières a été de maintenir la réalisation des chantiers-écoles à Diofior, même s'il était impossible de se rendre sur place comme prévu. Dès lors, nous avons mis en place une nouvelle organisation : il a fallu trouver des outils numériques adaptés, pouvoir commu-



niquer en direct, fixer des rendez-vous réguliers... Et nous avons constaté une motivation de tous encore plus forte !» Jean-François, responsable du projet mené au sein du centre de formation professionnelle de Diofior au Sénégal.

Une première expérience professionnelle pour les apprentis du centre, qui leur a permis de gagner en autonomie et compétences ; et une nouvelle application des techniques d'intervention à distance pour les bénévoles d'Electriciens sans frontières, qui sera reproduite dans d'autres contextes où il n'est pas possible – ou pas souhaitable – de se rendre sur place.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la coopération décentralisée entre les communes de Panazol et de Diofior ; il bénéficie notamment du soutien de la région Nouvelle-Aquitaine.

Renforcer les capacités des structures de santé des pays les plus vulnérables face à la pandémie

Pour répondre à cette urgence sanitaire, un travail d'identification des besoins des structures locales de santé a d'abord été réalisé par les équipes d'Electriciens sans frontières.

Ce travail de recensement ainsi que le déploiement des actions a pu se mettre en place grâce aux partenariats et aux liens avec le terrain entretenus depuis de nombreuses années, en premier lieu, pour assurer la pérennité des projets d'Electriciens sans frontières.

C'est ainsi que toutes les délégations régionales de l'ONG se sont unies pour concevoir une réponse commune et adaptée aux besoins de structures de santé.

Plus généralement, les actions d'accès à l'électricité et à l'eau de l'ONG ont déjà permis de lutter contre ce virus :

- production de masques dans un atelier de couture précédemment électrifié,
- production de savons,
- renforcement des règles d'hygiène,
- accueil des patients même une fois la nuit tombée.

Délégation Régionale > Electriciens sans frontière



MC2A ET LA RÉSILIENCE CHEZ LES ARTISTES DE LA DIASPORA

DOSSIER

MC2a est né en 1989 des liens entretenus entre artistes et acteurs culturels d'Aquitaine et d'Afrique. À cette époque, musiciens et danseurs africains avaient choisi de s'exiler et trouver refuge dans notre région. Ce mouvement migratoire en entraînant d'autres ce sont des artistes de toutes disciplines qui s'implantèrent en Aquitaine.

Au gré de profonds mouvements et bouleversements sociaux, citoyens, en quelques mois, notre société a été confrontée à des chocs inédits, de conscience mais aussi de conflits.

En ce sens, l'artiste de la diaspora africaine joue un rôle essentiel dans la résilience. Ce dernier s'appuie sur une force de survie aux épreuves du temps et aux déplacements. L'artiste de la diaspora éprouve un attachement profond aux valeurs fondamentales, culturelles, spirituelles et ancestrales qui s'ajoutent à une adaptation étonnante aux technologies contemporaines et aux outils du numérique. Ce tout confère à l'artiste de la diaspora une créativité incontestable.

Le terme de « résilience » bien qu'il existât auparavant, s'ancre dans un contexte particulier, celui d'une pandémie mondiale. La résilience est née aux yeux de l'inconscient collectif avec la Covid-19.

Les artistes, avec lesquels MC2a travaille, ont traversé la crise de manière très peu dramatique, ils se sont mis au diapason de la société, ont été

très actifs et solidaires. Ils ont beaucoup travaillé. Le monde artistique, le monde de l'animation et le monde de l'action, pendant cette période, ont été profondément marqués et attristés par le manque d'échanges.

L'artiste a besoin de vie, d'être entouré par la vie. La brutalité de la période réside en la soumission dans la relation à une communication virtuelle où la chair des mots s'arrête à l'écran, surtout dans les métiers de l'art, du spectacle, de la culture où il y a ce besoin de communiquer de manière vivante, de manière physique par tout ce qui fait que nous existons.

Cependant, le temps de Covid ne se résume pas uniquement à une période négative. Il a aussi été un temps de réflexion, de création, de redéfinition. L'artiste pense, analyse, s'adapte. Cette période de confinement, où tout le monde était sous cloche, a permis l'effervescence de l'activité cérébrale, mentale, artistique, intellectuelle, créative. A l'image du domaine artistique, l'association MC2a en a profité pour se repenser avec la volonté d'agir avec une nouvelle pertinence.

Au moment du déconfinement c'est une forme d'explosion, d'excitation brutale qui a eu lieu, n'engendrant pas forcément de bonnes choses mais traduisant tout de même une belle santé mentale. Cette ébullition laisse apparaître un sentiment d'inchangé, comme si rien ne s'était passé.

La résilience réside également dans la capacité à s'adapter. Quelle meilleure illustration que celle de « Tango Nomade », des artistes, chorégraphes, danseurs qui travaillent sur la verticalité et qui se sont produits sur un immeuble de la cité du Grand Parc à Bordeaux où réside MC2a. Au-delà d'être des danseurs, ce sont des artistes de l'extrême et le covid a été très révélateur pour eux qui mettent leurs corps en jeu et en danger sur la verticalité. Cet événement a été aussi l'occasion pour un public populaire d'accéder à cet art relevant à la fois du merveilleux et de l'inattendu. Tout à coup, c'était comme si leur immeuble décollait, avait des ailes et eux-mêmes partaient avec. C'était très émouvant, parce que quoi qu'on pense à ce moment-là, l'artiste risque sa peau, sa vie. Il est donc reconnaissant du public parce qu'il y a eu un don de soi, on peut alors parler de résilience. C'est l'instant où la création rencontre une préoccupation et un inconscient collectif. La création réjouit tout le monde parce qu'elle est généreuse, elle est artistique, elle est réussie, elle est magnifique et puis très heureuse.

Ainsi, par ces apports se nourrit et se transforme notre vieille civilisation occidentale.

La résilience c'est aussi accepter, par l'art, par l'écriture, par la démonstration que oui nous ne sommes que cela, quelque chose d'éphémère.

PORTRAITS D'ACTEURS

Au-delà des grands discours généralistes sur les liens entre l'Afrique et la France, peut-on imaginer revenir à l'échelle des acteurs et des territoires pour montrer la diversité des engagements et la richesse de ces liens? C'est le pari que nous nous sommes lancé avec ces portraits d'acteurs néo-aquitains. L'exhaustivité aurait été ici impossible tant la multitude des parcours et des engagements jaillissent aux yeux de quiconque veut dépasser l'approche globale pour donner un visage à ces liens qui nous unissent. Nous commençons donc ici ces portraits d'acteurs et nous les poursuivrons au-delà de la revue et des grands événements comme le Nouveau Sommet Afrique-France qui se tient à Montpellier le 8 octobre prochain. Ceci est le début de l'histoire.

SO Coopération s'est entouré pour ce projet de l'IDAF (L'Institut des Afriques) et MC2a (Migrations Médiations Culturelles Aquitaine-Afriques). Les trois structures s'engagent depuis leur création dans des dynamiques africaines et africanistes ; à travers la promotion des artistes africains (MC2a), l'accompagnement des acteurs de la solidarité internationale (SO Coopération) et la fédération de la pluralité d'initiatives liées à l'Afrique (IdAf).

Cette publication présente les portraits de jeunes acteurs néo-aquitains originaires des Afriques. Soulignant la vitalité des échanges entre la région et le continent africain, elle reflète la diversité des initiatives universitaires, artistiques, entrepreneuriales et citoyennes à l'œuvre sur le territoire. Ces acteurs constituent des « relais » qui affirment, par leurs engagements, les liens étroits entre les territoires africains et néo-aquitains.

Par leur jeunesse, leurs énergies et leurs projets, ces femmes et ces hommes incarnent l'avenir d'une nouvelle relation entre le territoire néo-aquitain et le continent africain. Mais également d'un renouveau des dynamiques sociétales dans nos territoires régionaux. Qu'ils soient étudiants, entrepreneurs ou artistes, ils mettent en partage leurs parcours, leurs engagements et leurs liens à leur double culture.

Que leur ancrage en Nouvelle-Aquitaine soit le fruit du hasard ou motivé par un choix initial, que certains parcours soient marqués par les épreuves de la migration quand d'autres se sont d'emblée inscrits dans un processus d'accomplissement, tous témoignent de capacités d'adaptation, de construction, de projection, voire de résilience. Tous marquent leur attachement au territoire néo-aquitain et à leur culture d'origine. Chaque pôle enrichit l'autre et contribue à la naissance de projets coconstruits entre ici et là-bas. Un entre-deux qui au cœur même de ses rainures façonne un espace fécond ouvert sur les fenêtres du monde.

Ces quelques portraits non-exhaustifs ne représentent qu'un échantillon des acteurs régionaux de la diaspora africaine. Ils sont le point de départ d'une dynamique commune entre l'IdAf, MC2a et SO Coopération, qui souhaitent, à terme, enrichir cet échantillon par d'autres portraits.

Nous remercions ceux et celles qui ont accepté de nous prêter leur voix ainsi que les partenaires qui ont rendu ce travail possible : Welcoming Diasporas, RADSI, COSIM, la Chaire diasporas africaines, Cool'eurs du Monde et Migrinter.





PORTRAIT

Photo :
Marie Lasserre

**THIERNO
NDIAYE**
Danseur Chorégraphe
Association **Migr'Arts**

LES CHEMINS DE TRAVERSE

Il en aura parcouru des chemins avant de poser ses bagages à La Réole en 2017. Du Sénégal au Maroc, Thierno Ndiaye s'est ancré en territoire néo-aquitain grâce à la danse, matrice de ses projets et à l'origine de sa décision de quitter son pays pour vivre de son art et aider sa famille.

Casablanca sera sa première destination en 2012. Il y rencontre des musiciens et des danseurs mais sa situation est précaire. Il devient alors cuisinier dans un restaurant sénégalais fréquenté par les migrants. Il y croise Marie Lasserre, jeune chercheuse française venue pour sa thèse d'anthropologie sur les migrations.

Au Maroc, le quotidien est difficile pour les jeunes d'Afrique subsaharienne confrontés au racisme. Lassé des difficultés, Thierno rentre à Dakar un an après son arrivée. Il considère néanmoins que ce voyage l'a enrichi. « *Je n'ai pas fait d'études mais mon parcours migratoire, c'est comme l'école de la vie. Des choses m'ont blessé mais d'autres m'ont nourri et m'ont ouvert des chemins.* »

Peu après son retour, Thierno est contacté par Marie, venue à Dakar pour sa thèse, qui lui demande l'hospitalité. Les liens se resserrent

puis Marie rentre en France pour gagner de quoi poursuivre sa thèse. Commence alors à naître l'idée d'un spectacle commun inspiré des recherches de Marie, du piano qu'elle pratique et du vécu migratoire de Thierno. Le projet se construit autour de voyages entre le Maroc, le Sénégal et la France où le spectacle, aujourd'hui devenu « Travers », sera présenté dans plusieurs communes de Nouvelle Aquitaine.

En 2017, Thierno rejoint la compagnie « Lullaby Danza project » à Bordeaux pour une formation professionnalisante dont il sort major. Commence alors son implantation à La Réole où Marie travaille.

Avec l'association « Migr'Arts » créée en 2018 avec Marie, « *pour valoriser la connaissance des parcours migratoires par le croisement de créations artistiques et scientifiques* », Thierno, s'engage sur le territoire. Dans les centres médicalisés de Montségur et de La Réole, il intervient auprès de personnes handicapées. A St Morillon, il enseigne la danse et anime des ateliers cuisine, sa seconde passion. A St Macaire il s'investit auprès de jeunes migrants.

Animé par l'envie de partager et de transmettre, Thierno confectionne chaque vendredi un plat sénéga-

lais qu'il partage avec les jeunes de son quartier. Il aime aussi partager sa danse « *J'ai fait une performance dans une cité de la Réole où le confinement avait été difficile. Ça crée des liens entre les gens* ». Jeune papa, il commence à transmettre à sa fille les bases du sabar (danse traditionnelle sénégalaise) mais c'est surtout sa compagne Marie, imprégnée de la culture sénégalaise qui le pousse à lui parler wolof.

Thierno rêve de créer des ponts entre les danseurs sénégalais et néo-aquitains. « *Je voudrai transmettre ce que j'ai appris et monter une structure qui soutienne les danseurs et notamment les danseuses, mal vues chez nous* ».

Bien qu'attaché à son territoire d'adoption, le jeune homme a besoin de retourner au Sénégal pour se reconnecter avec les siens et avec lui-même, « *je suis ancré ici mais mon esprit, mon corps sont aussi ancrés au Sénégal.* » Il reconnaît cependant que la distance a renforcé le lien avec son pays. « *Quand j'arrive à Dakar, je sens l'énergie de la ville, dont je n'avais pas conscience avant de quitter le Sénégal.* »

HASNAÂ FERREIRA

Chef Chocolatière et Co-fondatrice
Hasnaâ Chocolat Grand Cru

PORTRAIT

Photo :
Pierre Yann Gallego



RÉVÉLATION CHOCOLATEE

Rien ne la destinait à devenir l'un des meilleurs chocolatiers de Bordeaux, loin de son pays, le Maroc où elle a vécu jusqu'à l'âge de 26 ans. Arrivée en France en 2009 pour suivre son mari, Hasnaâ Ferreira a eu le coup de foudre pour Bordeaux. « Elle réunit tous les critères pour être heureuse : l'environnement, les gens, le climat et le terroir. » Les premiers temps n'ont pourtant pas été faciles. Hasnaâ qui avait travaillé à Casablanca dans la publicité et la bijouterie de luxe, connaît pour la première fois le chômage. Elle avoue avoir dû faire un voyage intérieur pour trouver un métier en cohérence avec ses valeurs.

Le chocolat est venu comme une révélation. Soutenue par son mari et jeune maman, Hasnaâ se forme à l'Institut national de boulangerie pâtisserie à Rouen. Elle en sort major de promotion avec un CAP chocolaterie confiserie. « Cela a été une belle expérience mais je voulais en apprendre plus sur les fèves pour transformer la matière. » Elle lit tout sur le sujet et se forme avec son mari, contaminé par sa passion, sur la fabrication de la fève à la tablette et la cristallisation du beurre de cacao. « C'est important si on veut faire ce métier de faiseur de chocolat et non pas fondeur de chocolat. »

Fin 2014, l'enseigne « Hasnaâ » ouvre sa première boutique à Bordeaux, suivie d'une seconde en 2016, une troisième étant prévue à Arcachon.

Son succès, la jeune femme l'explique par sa persévérance et par ses rencontres. Elle considère qu'elle n'a eu que du positif malgré quelques petits maux qui n'ont été que du carburant pour avancer. Elle a été accompagnée au démarrage par des structures locales comme le réseau « Entreprendre » et la « Caisse sociale de développement local » (CSDL). Et parce qu'il faut savoir prendre et savoir donner, elle fait aujourd'hui partie du conseil d'administration de ce dernier. Son engagement, c'est aussi celui pour la lutte contre le cancer avec l'Institut Bergonié de Bordeaux et « Octobre Rose » pour lequel elle a créé les « Nénés », gourmandises solidaires, vendues dans ses boutiques.

Son héritage marocain infuse ses créations. Ma première collection est inspirée de souvenirs d'enfance imprégnés de miel, de sésame, de fleur d'oranger, de menthe, de graines de coriandre. Le terroir bordelais devient source d'inspiration. « Ça me semblait tellement évident de faire un produit avec du vin ! » Après plusieurs tentatives,

Hasnaâ met au point sa première ganache au vin. Depuis, elle collabore avec de prestigieux châteaux des deux rives, invitant à une redécouverte chocolatée des vignobles bordelais.

Très attachée au terroir bordelais, la jeune entrepreneuse fait le parallèle entre ce terroir dit « pauvre » qui produit les meilleurs vins et son parcours, « j'aurais pu ne pas réussir dans le milieu du chocolat parce que je suis marocaine, parce que je suis une femme, parce que je n'avais pas d'expérience. Ces « faiblesses », j'en a fait une force, comme Bordeaux avec sa terre ! »

Si elle reconnaît que c'est au Maroc qu'elle a puisé la force de s'en sortir, elle se sent reliée à l'Afrique subsaharienne où elle travaille avec des plantations en Ouganda et en Tanzanie. De sa success story, Hasnaâ ne tire aucune arrogance, confiant « je suis juste une fille qui a vécu au Maroc et qui est venue à Bordeaux réaliser un rêve auquel elle ne s'attendait pas. »



PORTRAT

JESSICA YACTINE

Interprète, Chorégraphe,
Pédagogue

Photo :
Patrice Mauran

CITOYENNE DU MONDE

« De nationalité française, originaire du Sénégal, née d'un papa libanais et d'une maman Russe... J'ai été bercée par la terre sénégalaise - qui m'a offert de merveilleux souvenirs et un immense sentiment de liberté - et par les bras d'une grand-mère libanaise de confession musulmane qui me fredonnait le Coran dans le creux de l'oreille pour m'endormir. » C'est ainsi que se présente Jessica Yactine, fruit d'un brassage familial qui a pris racine au Sénégal où ses grands-parents libanais et russes avaient migré durant la seconde guerre mondiale. De son enfance sénégalaise, berceau de ses premiers éveils à la danse, à la musique, au chant et au théâtre, la jeune femme ne s'est d'une certaine façon pas remise.

Elle a 14 ans quand sa famille, fragilisée économiquement, déménage en France. S'ensuivront 4 ans d'allers-retours entre la France et le Sénégal avant que la situation familiale ne se stabilise.

La période est douloureuse pour l'adolescente « habitée par un sentiment de fragmentation », confrontée à la complexité de son identité métisse. « Face à ma dérive existentielle, mon corps a pris les devants, donnant naissance à ma vocation d'artiste chorégraphique. » A Dakar, où elle a grandi, la question de son métissage ne s'était pas posée, la capitale sénégalaise étant très cosmopolite.

Si elle est aujourd'hui en phase avec sa vie en France où elle s'est constitué un réseau et où son orientation vers une filière artistique a contribué à son épanouissement, la jeune femme a besoin

de retourner au « Sénégal pour me rappeler que j'ai bien une histoire avec ce pays et que mon passé a bien existé... J'ai toujours peur d'oublier qui je suis et d'où je viens... »

Au Sénégal, la danse apaisera ses doutes lors d'un stage d'initiation aux danses traditionnelles d'Afrique de l'Ouest. « Passer par le corps pour me reconnecter à ma culture, m'a permis de planter une graine que je transporte avec moi partout où je vais, car mon corps est aussi ma maison, lieu de la rencontre et du commun. »

Le commun c'est avant tout le partage pour Jessica qui aime faire découvrir les spécialités culinaires libanaises et sénégalaises. « Les goûts, les odeurs, me ramènent à mon enfance, cette enfance un peu perdue avec laquelle je cherche à me réconcilier. Partager les mets avec les gens que j'aime, c'est une façon de les faire voyager un peu vers mon ailleurs ... »

Quand il n'est pas dans son ailleurs, son ancrage est en Nouvelle Aquitaine où elle s'est installée naturellement, une partie de sa famille maternelle étant basée à Bordeaux. C'est là qu'elle se professionnalise et qu'elle s'engage auprès de plusieurs compagnies de danse. « Même si le Sénégal me manque, j'ai la chance de pouvoir m'épanouir à Bordeaux à travers un métier qui me passionne, qui est reconnu sur le territoire et qui m'assure une sécurité économique et sociale. J'ai bien conscience que cela est précieux, et n'est pas donné à tous mes confrères, alors je me sens plutôt dans la reconnaissance et la gratitude... »

ABOUBACAR BAMBA

Président Directeur Général
et porteur du projet **Placycle**

PORTRAIT



PERMIS DE CONSTRUIRE

Aboubacar Bamba a grandi entre la Côte d'Ivoire et le Mali dont il a les nationalités. Né en Côte d'Ivoire, il part, à l'âge de 15 ans, en vacances au Mali, pays d'origine de ses parents. Le jour de son retour prévu à Abidjan marque le début de la guerre civile ivoirienne (2002-2007). Le jeune homme poursuit alors sa scolarité au Mali.

Arrivé en Nouvelle-Aquitaine pour ses études, il choisit de s'installer à Poitiers pour le classement de son université et parce qu'il y a des connaissances. Il avait été sensibilisé à la culture française par ses oncles et tantes habitués à voyager en France. « *Je n'ai pas eu besoin de m'acclimater à mon arrivée, parce qu'au Mali, je m'intéressais à la littérature et à la culture française. Je connaissais déjà pas mal de choses des pratiques françaises.* »

Après quelques années de travail en France, il décide de se consacrer à son projet de création d'entreprise en Afrique. Ce qu'il voulait être au départ une holding française se transforme peu à peu en une entreprise basée en Afrique. « *J'ai toujours rêvé d'être chef d'entreprise pour apporter quelque chose à mon pays d'origine.* » Dans un premier temps, Aboubacar Bamba rencontre de multiples difficultés pour construire son projet en France. Il intègre alors « *Diaspora Entrepreneurship* », un programme mis en place par « *Diaspora Sud Vision* » pour accompagner les projets entrepreneuriaux de la diaspora africaine et favoriser le retour au pays d'origine. En 2019, Aboubacar quitte la France pour s'installer en Côte d'Ivoire.

Son projet, devenu « Placycle », est né dans un contexte de prise de conscience générale face au changement climatique et à la pollution. Aboubacar est marqué par les commentaires de ses amis visitant Abidjan, « *c'est beau Abidjan mais c'est sale. La plage est belle mais il y a pleins de plastiques* ». Devant le manque de mobilisation des institutions face à la pollution plastique, il décide de s'y atteler, espérant que ses actions en encourageaient d'autres. *J'ai essayé de reproduire ce que je trouvais de bien ici et qui manquait là-bas.* »

C'est ainsi que le jeune entrepreneur se lance dans la production de granulés régénérés obtenus à partir de déchets plastiques revalorisés. Il constitue alors une matière première pour l'industrie de la plasturgie et du caoutchouc dans la fabrication de matières finies. Pour Aboubacar, lutter contre les déchets plastiques, c'est aussi favoriser l'approvisionnement de l'industrie locale, freiner l'importation de la matière vierge et stimuler la création d'emplois. « *Créer des emplois c'est aussi lutter contre l'exode des jeunes.* »

Malgré son investissement en Afrique, Aboubacar revient régulièrement à Poitiers, ville où il s'est construit et à laquelle il reste très attaché. Inscrit dans une dynamique de circulation entre Abidjan et Poitiers, il se sent riche de ses triples attaches. « *Je revendique ma triple nationalité, malienne, ivoirienne et française. Et je la porte fièrement.* »



PORTRAT

COMEFORTH MICHAËL

Étudiante en master Migrations internationales à l'Université de Poitiers

POUR L'AMOUR DU FRANÇAIS

Comeforth Michaël a grandi au Nigéria dans une famille ouverte sur les cultures du monde. Dans ce pays où la langue officielle est l'anglais, elle choisit d'apprendre le français, tandis que son frère opte pour le japonais et sa sœur l'espagnol. « *Les cultures internationales ne sont pas une surprise pour nous. On s'y adapte parce que c'est la vie, parce que c'est normal.* »

Comeforth approfondit son apprentissage avec une licence en langue française. Durant ses études, elle fait le choix de quitter le domicile parental pour prendre son indépendance. Une décision difficile car au Nigéria la majorité des enfants restent chez leurs parents jusqu'à leur mariage. En 2017, la jeune femme décide de venir en France pour perfectionner son français.

Si sa prise d'indépendance précoce lui permet de s'acclimater facilement à la France, administrativement les choses sont plus difficiles. La jeune femme arrive d'abord à Rennes pour faire des études de français langue étrangère qu'elle ne pourra pas terminer, n'ayant pas de visa étudiant bien qu'en ayant le statut. Dans l'impossibilité de renouveler son visa depuis la France, elle rentre au Nigéria pour recommencer les procédures. Ses demandes sont refusées de multiples fois mais forte de sa volonté et encouragée par sa famille, Comeforth revient en France en 2019. Elle commence sa nouvelle vie à Poitiers où elle suit le Master Migrations internationales qu'elle a toujours voulu faire et qui lui correspond le mieux. Malheureusement arrivée en pleine pandémie

Covid, la néo pictaviennaise n'a pas pu s'approprier la ville, découvrir le territoire néo aquitain comme elle l'aurait voulu, ni faire des connaissances. Malgré la précarité de son statut qui ne lui permet pas de se projeter à long terme, Comeforth s'engage sur le territoire à travers ses études, son travail et ses activités. Elle a notamment fait son stage d'étudiante à « Welcome Poitiers », une association qui accueille des demandeurs d'asile en attente de structures d'accueil proposées par l'Etat.

Très tôt imprégnée au Nigéria par une grande ouverture sur le monde, Comeforth ne se sent pas tiraillée entre la culture française et la culture nigérienne. N'ayant pas grandi dans une famille très portée sur les cultures traditionnelles, elle ne ressent pas le poids des traditions tel qu'il peut parfois être ressenti dans un contexte occidental. « *Il y a beaucoup de choses dites « africaines » que je ne comprends pas et que je découvre en France, je suis en train d'apprendre des choses par rapport à ça.* »

Toujours encline à l'ouverture à l'autre, Comeforth s'adapte, « *j'ai été élevé dans une manière d'acceptation des gens et des cultures. Dans ma famille, on voyage beaucoup, on croise des gens de différentes cultures, j'aime bien ça, le mélange des cultures, c'est naturel pour moi.* »

ABDOULAYE BAH

Président et Fondateur de
l'association **Santé Féminine et
Infantile (SAFI)**

PORTRAIT



AU NOM DE TOUTES LES MÈRES

Né en Côte d'Ivoire de parents guinéens, Abdoulaye Bah a très tôt baigné dans l'entre-deux. Influencé à l'extérieur du foyer familial par la culture ivoirienne, il est immergé à la maison dans la culture guinéenne, transmise par ses parents.

La Guinée, il la découvre en 2003 avec le retour familial au pays. Les premiers temps, nostalgique de la Côte d'Ivoire, l'adolescent finit par trouver sa place.

Dix ans plus tard, le jeune homme se déracine à nouveau pour effectuer sa troisième année de Licence en sociologie à Bordeaux où vit l'un de ses cousins, bien intégré dans la vie étudiante et associative de la ville. Abdoulaye Bah reconnaît que les personnes rencontrées à son arrivée l'ont beaucoup aidé dans son intégration et dans la compréhension de la culture française. « *L'intégration est multidimensionnelle, elle peut autant relever de l'accompagnement pour comprendre le système universitaire que de la découverte de la gastronomie bordelaise.* » Par la suite, engagé dans une association pour les étudiants guinéens, Abdoulaye partagera à son tour son expérience avec les nouveaux arrivants.

Aujourd'hui Doctorant en socio-anthropologie de la santé à l'Université de Bordeaux, il travaille sur les itinéraires thérapeutiques des femmes enceintes et en suite de couche. Il est aussi le fondateur et le président de l'association SAFI (Santé Féminine et Infantile) créée en 2015 à Pessac. Réunissant des membres basés en Nouvelle Aquitaine et en Guinée, « *SAFI a pour objectif de promouvoir la santé maternelle et infantile en France et en Guinée.* » En Guinée, elle met en place des actions visant à réduire les décès maternels et infantiles. En France, elle participe à la prise en charge sanitaire des femmes migrantes d'Afrique subsaharienne.

La place de l'interculturalité dans les pratiques des maternités étant au cœur de son projet, Abdoulaye Bah a réalisé le documentaire « *Maternité en images* » qui interroge les différences et similitudes dans les systèmes de prise en charge de la maternité dans ses deux pays d'attache. Le film, soutenu par des

partenaires guinéens et français, croise les pratiques de deux sages-femmes, l'une bordelaise - venue en Guinée pour le tournage - l'autre travaillant à Conakry.

Primé en 2018 (Prix des initiatives engagées et déterminées - PIEED), le film est projeté dans divers lieux des deux territoires pour sensibiliser grand public et personnel de santé aux questions d'interculturalité dans les pratiques de maternité.

Si l'objectif du chercheur en venant étudier en France a toujours été de revenir travailler en Guinée, son ancrage en Nouvelle Aquitaine n'est pas rompu. Les liens qu'il entretient avec les acteurs locaux lui ont permis de construire un réseau qu'il fait interagir dans des actions de co-construction avec son réseau guinéen. « *Même si je quitte Bordeaux, elle ne me quitte pas. Bordeaux est toujours présente en moi, à travers mes expériences, mes études, mes projets, mes réseaux. Je me sens autant bordelais que conakryka !* »

ALPHONSE MBEUTANG

Musicien et Fondateur
de l'association **Young
Revolution 86**



PORTRAT

LE BAUME DE LA MUSIQUE

De son parcours du Cameroun jusqu'à Poitiers, Alphonse Mbeutang, bientôt 21 ans, ne veut pas parler pour ne pas raviver des souvenirs douloureux. Tout juste concède-t-il qu'il a quitté le Cameroun parce qu'il n'y avait plus moyen de vivre là-bas et qu'il a parcouru de nombreux pays d'Afrique avant d'arriver en Europe. « *On en a fait des pays, le seul où on s'est senti à l'aise et où on a trouvé que la population était accueillante c'est en France.* »

A son arrivée en 2018 comme mineur non-accompagné, il passe d'abord par Paris avant de rejoindre Poitiers où vit un ami. C'est par cet ami qu'il aura les contacts des associations pictaviennes venant en aide aux migrants. Son jeune âge le conduit vers l'Aide sociale à l'enfance. Dès les premiers rendez-vous, les différences culturelles se font sentir, Alphonse ne maîtrisant pas les codes sociaux français. « *Le seul fait de ne pas regarder dans les yeux, qui est une marque de respect en Afrique lorsqu'on s'adresse aux aînés, était interprété ici comme un mensonge.* »

Scolarisé et hébergé chez un musicien, Alphonse découvre divers

instruments de musique chez son hôte. Au lycée, il s'inscrit dans un groupe de musique. « *Ça me faisait du bien, ça me permettait de sortir de ma situation difficile.* »

C'est dans ce contexte qu'il se dit, « *si la musique me fait du bien, il y a des milliers de jeunes comme moi auxquels elle apporterait du réconfort.* » L'idée de départ est de créer un atelier à la Maison des 3 Quartiers (M3Q), Centre socio-culturel à Poitiers, où, plusieurs fois par semaine, ceux qui le souhaitent viennent faire de la musique.

Puis, Alphonse crée sa propre association « *Young Revolution 86.* » Avec ses amis ils montent leur premier studio de musique à la M3Q. Le bouche à oreille aidant, les jeunes viennent d'eux-mêmes au studio. « *Le studio nous permet de fuir le quotidien et de ne pas partir en vrille.* »

Sa demande de régularisation étant en cours, le jeune homme n'a qu'un récépissé sans autorisation de travailler. Loin de se décourager, il s'est engagé bénévolement auprès d'associations poitevines venant en aide aux nouveaux arrivants.

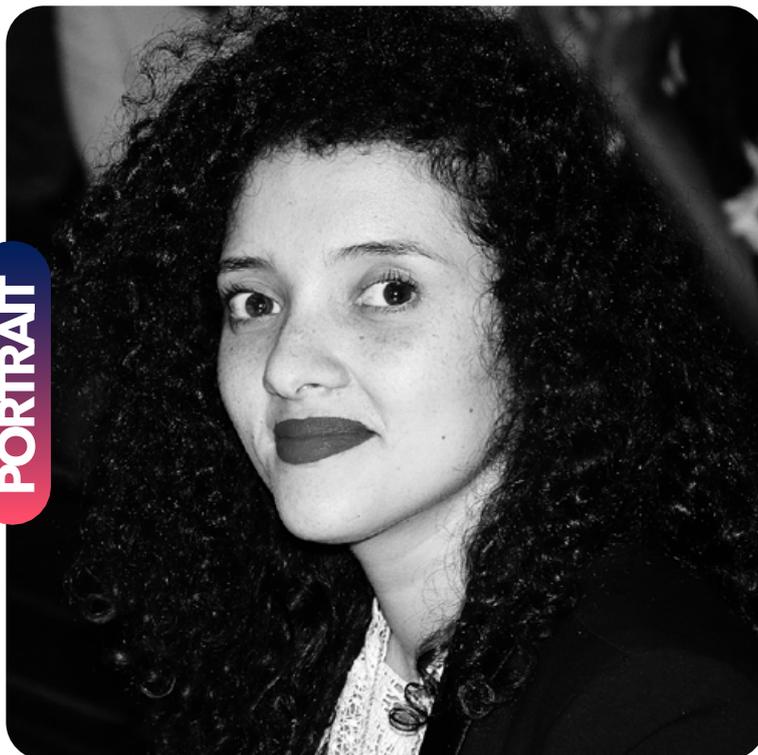
Son objectif est de créer un espace multiculturel, dans lequel chacun mettrait sa culture en partage. A court terme, l'association pourrait s'installer dans un local en cours de travaux dans le quartier prioritaire de Beaulieu. Être domicilié dans ce quartier a un sens pour les membres du groupe qui viennent des quartiers politique de la ville et qui connaissent les codes des jeunes des quartiers. Alphonse rêve d'un festival de musiques urbaines dans sa ville d'adoption. « *Poitiers c'est notre ville, elle nous a beaucoup donné, le 86 c'est notre département, c'est notre région et on a envie de s'y engager de notre mieux.* »

Malgré la précarité de sa situation, le jeune homme commence à s'épanouir. S'il porte en lui les cicatrices des épreuves qu'il a traversées, il semble avoir trouvé un certain apaisement, « *j'ai une vie, elle est en France. Il y a beaucoup de personnes qui comptent sur moi. Ma vie a un sens, je sers à quelque chose.* »

NORA MOULALI

Entrepreneuse - Fondatrice
de la e-boutique **By Nora**

PORTRAIT



LES SAVOIR-FAIRE EN PARTAGE

Jeune entrepreneuse franco-marocaine, Nora Moulali a grandi à Lille, d'où est originaire son père et Casablanca, le fief maternel où elle est née. Dès la naissance, elle a grandi dans une double culture, « *cette richesse* », comme elle dit, et dans un environnement très humain où l'on accepte la personne telle qu'elle est.

Sa richesse c'est aussi la culture arabe transmise par sa mère et sa grand-mère et notamment « *la musique arabe classique qui résonnait dans la maison et qui a bercé mon enfance.* » Encouragée par sa mère, Nora apprend l'arabe littéraire et « *acquiert suffisamment de connaissances pour comprendre les dialectes du Proche-Orient* », ce qui lui ouvre d'autres horizons.

A 21 ans, elle décide de s'installer à Bordeaux pour faire ses études. Elle a un coup de cœur pour la ville et apprécie la dynamique à l'œuvre autour de la Métropole. Son ancrage à Bordeaux est facilité par son amour de la gastronomie qui est sa porte d'entrée sur la région. Attachée à la cité girondine, Nora décide d'y rester mais tient à garder le lien avec le Maroc.

Sa double culture nourrit son projet professionnel dont le fil conducteur est de rapprocher ses deux territoires, « *c'est ma façon de connecter mes deux pays.* » Nora crée alors ByNora, e-boutique qui propose des produits naturels et artisanaux conçus à partir d'ingrédients issus de terroir marocain. Avec ByNora, elle souhaite va-

loriser les savoirs et la culture d'ici et de là-bas. Son projet lui permet de mettre en lumière la richesse culturelle et le savoir-faire marocain mais aussi de faire appel aux compétences techniques des laboratoires français avec lesquels elle travaille.

Son projet entrepreneurial entre le Maroc et la Nouvelle Aquitaine permet à Nora, tout en répondant aux attentes des consommateurs - avec des produits bio et respectueux de l'environnement - d'assurer la rémunération équitable des femmes rurales avec lesquelles elle travaille. D'où sa volonté de lancer « Zehra », un programme solidaire pour soutenir l'employabilité et la formation des femmes en milieu rural auquel ByNora reversera une partie de ses bénéfices. Son objectif : stimuler l'employabilité et la formation des femmes travaillant pour les coopératives marocaines partenaires de sa structure.

En conjuguant les savoir-faire français et marocain, Nora Moulali défend ses valeurs en faveur de la diversité, de l'ouverture d'esprit et de la mixité culturelle qu'elle considère comme une « *richesse inouïe* ».

BUBACAR DIALLO

Fondateur et CEO de **Benoo**



PORTRAT

IDENTITÉ PLURIELLE

Une opportunité professionnelle a conduit ses parents guinéens en Espagne où il est né et dont il a parlé la langue avant d'apprendre celle de l'ethnie parentale, le peul.

Bubacar Diallo a douze ans à son arrivée à Bordeaux en 1995 avec sa mère. Elle a choisi la ville pour sa proximité avec l'Espagne. « *A l'époque Bordeaux n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui, quand on arrive de Madrid, ville ouverte, lumineuse, le choc est terrible !* » C'est pourtant à Bordeaux que le jeune homme poursuivra ses études. Diplômé de Sciences Po, il part travailler à Paris dans le secteur bancaire. C'est là qu'il rencontre sa femme, originaire de Toulouse. Après un passage par Nantes où Bubacar suit un MBA, le couple décide de s'installer avec ses enfants à Bordeaux en 2015 pour se rapprocher de leur famille.

A Nantes, Bubacar Diallo a créé « *Benoo* » (du wolof « *s'unir* ») start up qui accompagne, l'électrification des entreprises africaines en lien avec l'agriculture. À Bordeaux, il est incubé au Campement Darwin qui soutient les entreprises innovantes. Son envie de travailler avec le continent africain lui est venue naturellement. Désirant le faire de façon « neutre » et n'ayant pas de réseau

particulier en Guinée, il travaille avec le Togo, le Sénégal, le Burkina Faso et le Ghana.

D'une certaine façon, il se sent plus peul que Guinéen, mais ses racines sont multiples. « *Je suis peul, guinéen, j'ai grandi en Espagne, en France. Je suis bien dans tout ça.* » Sur le continent, l'entrepreneur se sent parfois comme un touriste, « *non pas parce que je débarque en Afrique mais parce que je débarque en milieu rural.* »

Le rattachement à la Guinée, il le ressent fortement mais il se sent peul avant tout parce qu'il a surtout été sensibilisé à la culture peul. « *On m'a transmis les traditions du village* »

Père de trois enfants, Bubacar Diallo s'interroge sur ce qu'il est important de leur transmettre, « *si c'est forcément la culture visible, la langue ou ce qui relève du savoir-vivre et du savoir-être hérités de mes parents.* »

En Nouvelle Aquitaine si son point d'ancrage est Bordeaux, il apprécie « *le mélange des territoires urbains et ruraux, la qualité de vie et de personnes sur le territoire et les Landes* », son coup de cœur.

Sélectionné dans le cadre du « Pass Africa » en tant qu'entrepreneur de la diaspora par le Conseil présidentiel pour l'Afrique, Bubacar Diallo interroge cette notion. « *Ce terme est souvent utilisé pour les populations issues de l'immigration au risque d'enfermer dans une idée communautaire. Si on se fie juste à l'attachement au territoire d'origine, ma diaspora c'est laquelle ?* »

Son engagement au sein du Conseil lui permet de diffuser un message positif sur l'entrepreneuriat en Afrique. « *L'Afrique est une terre d'innovation, de résilience qui absorbe les problèmes pour repartir sur des choses nouvelles.* »

Quand « *Benoo* » travaille avec la Coopération décentralisée de la Région Nouvelle Aquitaine, Bubacar apporte son expertise métier et celle du terrain qui lui permet de bien comprendre les modes de fonctionnement de certains territoires. « *Mon expertise de l'Afrique me vient de ma pratique entrepreneuriale, pas de mon appartenance à la diaspora.* »

Son expertise est rationnelle, quant à son appartenance, elle est multiple. « *L'Espagne c'est l'enfance, Bordeaux, l'adolescence et la construction, la Guinée, c'est l'attachement, l'émotion.* »

REGIO CONRADO

Doctorant en Sciences Politiques
Laboratoire de recherches
Les Afriques dans le Monde

PORTRAIT



Photo :
Nélvia Siteo

DÉJOUER LES CLICHÉS

Après sa licence en Sciences Politiques à Maputo, Regio Conrado choisit de poursuivre ses études en France, idéalisée par ses lectures et pour sa culture. Bordeaux s'est imposée car au Mozambique, « *les anciens étudiants de Sciences Po Bordeaux rentrés au pays sont devenus des personnalités importantes dans le débat public et la direction des ONG.* »

Il débarque seul à Bordeaux début 2014 avec un français rudimentaire. Bien accueilli, il s'intègre rapidement déjouant les clichés. « *Certaines personnes pensent que venir du Mozambique c'est venir demander quelque chose. Or, pour certains arrivants, la France n'a rien de particulièrement nouveau. Sauf la découverte de la gastronomie et du vin de cette région d'Aquitaine que j'aime tant !* »

Le vin bordelais est pour lui comme un révélateur du territoire et des gens qui le font. « *Les bordelais peuvent être un peu réservés mais ils se révèlent peu à peu comme le vin qui a besoin de temps pour se démontrer.* »

Si la gastronomie est importante dans son attachement au territoire, Regio Conrado est également sensible à son patrimoine historique et culturel. « *La Garonne révèle une histoire en lien avec la mé-*

moire, soit de l'esclavage, soit de la reconstruction plus ou moins positive de son histoire. A travers la découverte des musées français, j'ai vu comment les français se sont représentés et cela m'a fait relativiser certaines choses. »

L'éloignement a permis au jeune chercheur de changer son regard sur son pays, « *j'en ai une compréhension plus approfondie et je me suis beaucoup plus attaché à mon pays en étant ici.* » Mais aussi à son continent. « *Mon ouverture à l'Afrique s'est faite en la quittant. J'ai découvert la complexité de mon continent et sa richesse culturelle.* »

Ses nombreux voyages en Afrique et ses rencontres en France avec ses compatriotes africains ont renforcé son sentiment d'appartenance au continent. Etudier en France sans être issu de son ex-empire colonial lui a permis d'avoir un regard « *apaisé* » qui aurait été différent s'il avait été au Portugal. « *Je comprends mes compatriotes venant d'anciennes colonies françaises, certains ont parfois un sentiment d'injustice.* » Il souligne cependant que la nouvelle génération d'étudiants africains a un rapport à la France différent de ses aînés. « *Venant en partie de la classe moyenne, voire aisée, elle est plus décomplexée.* »

Issu de cette nouvelle génération, Regio ne revendique pas appartenir à la diaspora africaine, « *ce terme ne reflète pas la complexité des relations, parfois conflictuelles, entre les groupes. Mais si on parle de diaspora en tant que souci des problématiques qui touchent ces minorités, je me considère de ce groupe même si je n'ai pas connu de difficultés d'accueil.* »

Lorsqu'il rentre au Mozambique, Regio ne voit pas toujours ses proches, étant sur le terrain pour ses recherches. Il n'est pas pour autant détaché de sa famille, déterminante pour lui. « *Dans mon pays, sans la famille, on n'est rien.* »

Comme ses aînés venus étudier à Sciences Po Bordeaux, Regio se projette sur un retour au pays pour s'engager dans une contribution à la transformation sociale. « *Rentrer au pays c'est aussi une manière d'y amener Bordeaux et la France et de partager mes recherches.* »

Façonné par son parcours, ses voyages et sa découverte du territoire néo-aquitain, Regio Conrado se sent africain, mozambicain et ... bordelais. « *Bordeaux pour moi ce n'est pas qu'une ville, c'est une vie. J'ai grandi dans ce territoire qui a façonné mon regard. C'est mon point d'ancrage.* »



PORTRAIT

MAME BINETOU GAYE

Étudiante en Droit à l'Université
d'Angoulême

L'INTERCULTURALITÉ AU QUOTIDIEN

Après des années de réflexion, Mame Binetou, née au Sénégal, a rejoint sa mère en France en 2018 accompagnée de sa sœur. Sa décision a été motivée à l'époque par les difficultés pour la fratrie de poursuivre ses études au pays, notamment à cause de grèves à répétition. Aujourd'hui, Mame vit chez sa mère à Cognac et suit des études de droit à Angoulême.

Se questionnant sur son avenir, c'est par hasard qu'elle découvre le Service Civique. Elle décide en 2021 de s'engager sur le territoire néo-aquitain en faisant une mission de service civique, en partenariat avec l'association « Cool'eurs du Monde », au sein de « Maraguiri » une association artistique et culturelle basée à Angoulême. Elle participe alors au programme « Wecece » qui a pour vocation de renforcer la dimension interculturelle des services civiques et de favoriser le « volontariat international de réciprocité ». Mame a pu ainsi réaliser deux micro-projets, qui permettent de valoriser les missions de chaque engagé dans leurs structures d'accueil, avec deux volontaires présents en Guinée.

A travers cet échange, la jeune femme participe à la création de dynamiques inter-régionales et à la mise en relation des territoires néo-aquitain et, en l'occurrence, guinéen. Elle construit par ailleurs, dans le cadre de sa mission au sein de l'association « Maraguiri », une stratégie de communication sur internet.

L'interculturalité, Mame la vit de façon équilibrée au quotidien entre ses activités et son foyer familial. A la maison, sa mère et sa sœur entretiennent le lien avec leur culture sénégalaise, parlant le wolof pour rester connectées à la langue maternelle et préparant des plats traditionnels pour entretenir leur héritage culinaire.

Par le biais de l'université, l'intégration a été facile pour la jeune fille qui s'y est rapidement fait un cercle d'amis. A Cognac, elle a intégré une équipe de basket qui l'ancre un peu plus sur le territoire. Sa pratique sportive lui donne l'occasion de faire de nouvelles connaissances et constitue un lieu de socialisation et d'apprentissage.

Jamais à court d'idées et d'initiatives, Mame projette de s'engager dans des associations autour de thématiques sociales. Très investie et ancrée sur le territoire, elle souhaite entreprendre les démarches pour obtenir la nationalité française. Cette part de citoyenneté est pour elle très symbolique. « *En Nouvelle Aquitaine, je me sens bien...comme si j'étais chez moi... enfin, je suis chez moi !* »

FAISSOL GNONLONFIN

Producteur et réalisateur de films documentaires

PORTRAIT



DIALOGUE ENTRE LES CULTURES

Réalisateur et producteur né en 1985 au Bénin, Faissol Gnonlonfin incarne une nouvelle génération de réalisateurs africains engagés.

Formé à l'Institut supérieur des métiers de l'audiovisuel (Isma) de Cotonou, il se perfectionne à la réalisation grâce à une résidence d'Africadoc, un programme français pour le développement du cinéma documentaire africain. Arrivé en France il y a 11 ans, Faissol a terminé sa formation à Grenoble par un Master Option documentaire de création. Après Besançon, l'Ardèche et la région parisienne, il s'est installé en Nouvelle Aquitaine.

Ses capacités d'adaptation lui permettent de s'intégrer rapidement où qu'il aille et deviennent même un réflexe professionnel quand il travaille sur un tournage à l'étranger. « Pour que je puisse travailler sur la culture d'un territoire, il faut forcément que cette culture m'accepte. En France, j'ai accepté les valeurs du pays et la culture française tout en gardant la culture béninoise qui est en moi. »

La France, Faissol la connaît bien pour avoir vécu dans plusieurs régions. Appréciant la culture de la ruralité, il a vécu à Lussas (Ardèche) puis, plus tard à Rioux et à Marsac en Charente-Maritime avant de s'installer à Bordeaux. C'est en Charente-Maritime qu'est situé le siège social de la société « VraiVrai Films » où il est producteur tout en ayant sa société au Bénin « Merveilles Production ».

Son ancrage en Nouvelle Aquitaine se manifeste à plusieurs niveaux : professionnellement, c'est là qu'il a forgé son réseau et que naissent ses projets, les films qu'il produit étant soutenus par la Région et le département de la Charente-Maritime. « La Région accompagne bien la culture et le cinéma en particulier, c'est l'une de celles qui l'accompagne le mieux en France. » Son attrait pour la ruralité est comblé par la proximité des petites communes aux abords de la capitale girondine. « J'apprécie cette proximité avec la ruralité. J'aime échanger avec les vigneron. » Et surtout, c'est là que sa famille se construit, ses deux filles étant nées à Bordeaux.

Si les cultures béninoise et française cohabitent parfaitement chez lui, Faissol s'interroge quant aux questionnements que pourraient avoir ses enfants. « Elles sont françaises par la culture, elles n'ont pas ma nationalité béninoise, donc je me demande : demain où vont-elles trouver leurs bases ? » S'il adhère aux valeurs de la citoyenneté française qu'il veut transmettre à ses filles, le jeune papa tient à ce qu'elles construisent des liens avec le Bénin. « Elles doivent prendre conscience qu'elles ont de la famille quelque part, qu'elles ont des racines et que cela fait aussi partie de leur identité. »

Voyageant beaucoup pour les tournages et les festivals, Faissol compte bien leur transmettre sa passion pour les voyages. J'ai de nombreux projets en Afrique. J'ai autant de projets là-bas qu'ici et je produis des auteurs un peu partout dans le monde. C'est ce mélange de cultures qui nous fabrique, et qui fait de nous des gens qui doivent réfléchir à l'humain.



SYDNEY DJIROPO

Rugbyman,
Entrepreneur et Président de
Visions Mêlées

L'OVALIE D'UNE RIVE À L'AUTRE

Depuis son plus jeune âge, Sydney Djiropo a voulu jouer au rugby. La pelouse de l'Union Bordeaux Bègles (UBB) aura été son premier terrain de jeu. Celui où il a été formé durant 13 ans.

Né à Bordeaux de parents ivoiriens, il vit naturellement les deux cultures dans lesquelles il a été baigné, ses parents s'étant attachés à lui donner une « *éducation africaine*. » S'il considère aujourd'hui cette double culture comme une richesse et comme une chance, dans sa jeunesse, il a parfois éprouvé des difficultés à se sentir à sa juste place, « *il n'y a personne pour nous expliquer qu'on peut être les deux à la fois, ce n'est pas forcément l'un ou l'autre.* »

Et parce qu'il est les deux à la fois, fort de sa formation à l'UBB, sa double nationalité permet au « *petit béglais* » d'intégrer à sa majorité l'équipe nationale ivoirienne de rugby. En 2007, il joue son premier match en sélection à Madagascar. Parce que c'est sa première sélection, ce match, au cours duquel il marque deux essais, reste son meilleur souvenir. Celui d'avoir relevé le défi et celui d'avoir défendu le maillot de son pays.

Mais il n'en oublie pas pour autant ses liens avec la Nouvelle Aquitaine où il jouera dans divers clubs dont celui de Pessac. « *Je me considère comme un métis parce que je suis d'ici, je suis d'ailleurs et je suis fier de ça.* » C'est à Pessac qu'il crée en 2017 l'association « *Visions mêlées* » qui soutient le développement du rugby en Afrique et accompagne les joueurs africains en France.

Le dispositif de « *Visions Mêlées* » se déploie sur les deux territoires qui lui sont chers, la Nouvelle Aquitaine et la Côte d'Ivoire où elle a également une antenne. Association sportive à vocation sociale et solidaire, « *Vision mêlées* » œuvre pour l'autonomisation et l'insertion des jeunes par le sport et la formation professionnelle. Elle travaille également en faveur de la reconversion professionnelle des joueurs africains par le biais de la formation et de l'entreprise. La formation est essentielle pour Sydney qui, au cours de sa carrière de sportif, a constaté la difficulté pour les jeunes à se projeter au-delà de leur engagement sportif. « *Une fois leur carrière sportive terminée certains connaissent des difficultés dans leur reconversion.* »

Lui n'a pas eu à vivre cet écueil, ayant été très tôt sensibilisé à l'UBB de la nécessité de suivre des études. Il est aujourd'hui chef d'entreprise dans le domaine de l'accès aux énergies renouvelables principalement sur les régions d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale.

S'il reconnaît qu'il faut du temps et des rencontres pour se construire entre « *ici* » et « *là-bas* », Sydney Djiropo insiste sur l'importance de l'ouverture d'esprit « *qui implique d'aimer les autres tout en apprenant à s'accepter.* » « *On est riche des autres on ne se construit pas tout seul.* »

PETER NKOUGHÉ

Chorégraphe, Directeur artistique
Compagnie Mboloh

PORTRAIT

Photo :
Laurence Laporte



LA DANSE EN PARTAGE

Peter Nkoghé est initié dès son plus jeune âge aux danses traditionnelles grâce aux rites initiatiques de sa culture fang et aux manifestations de danses, fréquentes dans le quartier populaire de Libreville où il a grandi.

Il décide de se professionnaliser mais c'était compliqué, « *la danse n'étant pas considérée chez moi comme un métier.* » Par chance, il intègre une compagnie réputée de son pays avec laquelle il tourne à l'international. C'est là que Peter rencontre la danse contemporaine ce qui le motive pour suivre des stages auprès de compagnies de danse de passage au Gabon.

Grâce à une bourse de coopération de l'ambassade de France, il décroche en 2008 une résidence au Centre Intermonde de La Rochelle. Il y revient en 2009 dans le cadre du dispositif « Visa pour la création » de Culture France (devenu Institut Français). Il obtient alors en tant qu'artiste, une carte de séjour de trois ans et crée son premier solo « *Viz'ions-XP* » au Centre chorégraphique national de La Rochelle. Naviguant entre divers territoires, Peter crée à La Rochelle et Montpellier - où il s'est également formé - une antenne de sa compagnie Mboloh (basée à Libreville). En venant en

France, l'intention de l'artiste n'est pas de s'exiler mais de créer des ponts avec son pays. « *J'avais envie de partager mon expérience avec le Gabon et de créer avec les institutions et les acteurs locaux.* »

Porté par cette aspiration, le chorégraphe retourne au Gabon en 2013 où il enseignera sa danse. Malgré quelques commandes ponctuelles comme les cérémonies d'ouverture et de clôture de la CAN (Coupe d'Afrique des Nations), il peine à monter ses projets personnels. « *Ma situation était précaire face à l'absence de lieu de diffusion et de moyens pour créer.* »

En 2020, il revient travailler en France sur le premier volet d'un projet de triptyque « Ce que tu vois, n'est pas ce que tu crois ». La Rochelle devient son point d'ancrage. « *Je connais la ville, des liens se sont créés depuis mes débuts avec les acteurs locaux et les institutions. Je me sens chez moi à La Rochelle.* »

La crise sanitaire et la situation politique et économique de son pays l'incitent à rester en France, malgré les freins administratifs. Il monte l'association « 5184 km » - distance à vol d'oiseau entre Libreville et La Rochelle.

Soutenu par la Municipalité et la Drac Nouvelle Aquitaine, Peter s'engage sur le territoire, intervenant en milieu scolaire et auprès des « publics éloignés » des zones rurales et des quartiers défavorisés. Les questions sociétales sont au cœur de ses créations travaillées par tout ce qui fragilise la société. « *Mes thématiques sont liées à la situation de mon continent, aux questions de migration mais aussi aux différences que j'observe entre les sociétés africaines et occidentales.* »

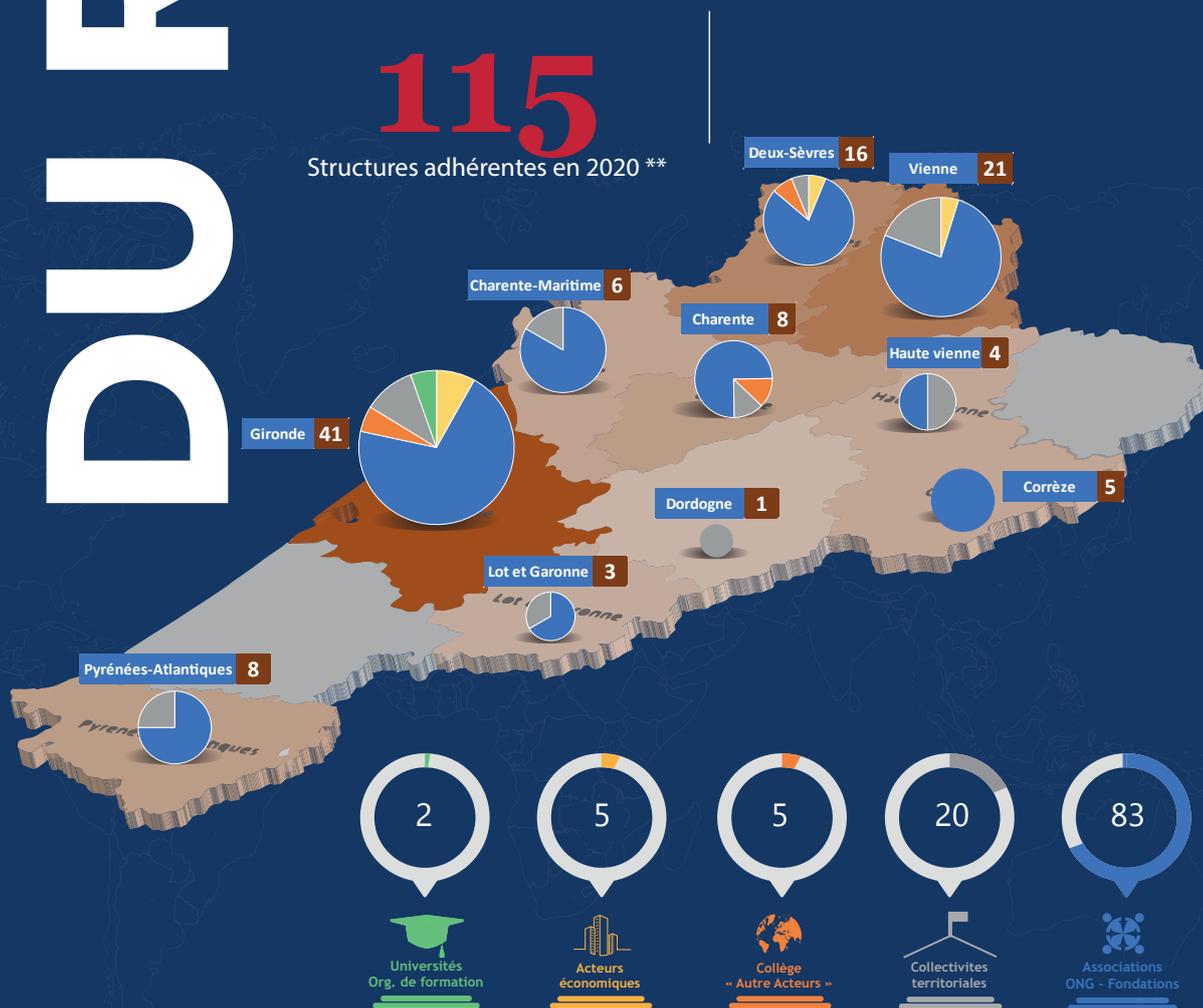
Peter reconnaît que son expérience lui a ouvert le regard. « *Nous sommes tous différents et accepter sa différence c'est aimer celle des autres.* » L'acceptation de l'autre passe aussi par la mise en partage des héritages culturels. Relié à sa culture fang tant dans sa vie privée que professionnelle, Peter transmet sa langue à ses enfants et invite des danseurs français à danser sur des incantations du Bwiti (rite d'initiation fang). Il rêve de les emmener au Gabon, car les échanges entre les rives restent pour lui fondamentaux. Comme une tentative de réponse à cette question qui le taraude : « *comment coexister avec nos différences ?* »

LA VIE DU RÉSEAU

SO Coopération est le Réseau Régional Multi-Acteurs (RRMA) pour la coopération et la solidarité internationales de Nouvelle-Aquitaine. Nous travaillons à l'identification de tous les acteurs qui sont engagés à l'international en Nouvelle-Aquitaine. Cette base de données nous permet de mieux vous informer sur les dynamiques de votre territoire et sur vos besoins (appel à projets, événements, etc).

Clé de voûte de nos activités, l'accompagnement des projets, qu'il se fasse au travers de formations généralistes et spécifiques, ou encore via des rendez-vous individualisés, est entièrement construit autour d'une approche qualité (renforcement de capacité, expertise sectorielle, etc).

Cette centralité de « l'approche projet » dans vos initiatives, nous amène à organiser autour une dynamique de réseau qui tend à répondre plus largement à vos besoins et demandes en matière d'engagement, d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, de mobilité, de financement, d'échanges thématiques (eau, énergie, santé...) ou encore géographiques (via les groupe-pays notamment).





SO Coopération vous présente ODD-yssée, son incubateur de projets innovants en faveur des objectifs de développement durable. Articulé sous forme de dispositif de financement et d'accompagnement des porteurs de projets, la première édition a connu un réel engouement de la part de différents acteurs de Nouvelle-Aquitaine intervenant principalement sur des problématiques climatiques, alimentaires, informationnelles et environnementales entre autres. Pour cette première édition, 9 projets innovants ont été retenus. Découvrez les lauréats et les projets soutenus.

Structure	Territoire du projet	Intitulé de projet	Résumé du projet
Terre & Océan	Bègles, communauté de commune du créonais, Bordeaux, Bassin d'Arcachon.	Irrégularités climatiques: contribuer à les mettre en lumière, à les atténuer et à s'y adapter	Echanges entre lycéens et collégiens de Nouvelle-Aquitaine et de territoires internationaux autour des thématiques-fleuves, climat, biodiversité, éconcitoyenneté.
Let's Food	Communauté d'agglomération du Pays-Basque et Grand Poitiers	Du local à l'international: comment construire une stratégie alimentaire territoriale, durable et solidaire?	Outiller les collectivités dans la prise en compte des ODD pour la création des stratégies alimentaires territoriales.
Actions Solidaires	CDA de La Rochelle	Les ODD en commun: vers une dynamique multi-acteurs sur l'agglomération rochelaise	"Engager le territoire dans une dynamique de territorialisation des ODD
Ecocène	Communauté d'agglomération de Pau Béarn Pyrénées	ODDB - Les ODD en Béarn	Sensibiliser les citoyens autour des ODD Créer une cartographie des actions en faveur des ODD sur le territoire.
Cool'eurs du Monde	Métropole de Bordeaux et Région de Sfax en Tunisie	Mon territoire et ses initiatives: un potentiel inestimé de métiers d'avenir, solidaires et durables	Créer des rencontres entre les jeunes des quartiers populaires et des acteurs de l'ESS entre France et Tunisie et croiser les regards autour des ODD entre les jeunes français et Tunisiens.
CCFD-47 - SI47	Département 47 et diffusion des supports numériques au niveau national	Création et animation d'un pôle de ressources ODD en Lot-et-Garonne	Création d'un espace de ressources en lien avec les ODD avec une gouvernance participative et des actions de co-construction d'outils auprès d'acteurs oeuvrant dans le champ des ODD.
Transibus	Deux-Sèvres secteur Bocage	Enjeux particuliers/En jeux collectifs	Renforcer le réseau d'animateur autour des ODD sur le territoire. Sensibiliser aux ODD.
Germain Veille	Cenon, quartier Marègue	Co-construction d'un dispositif d'économie circulaire innovant à l'échelle d'un quartier	Co-construire un projet de composterie en sensibilisant aux liens entre cette thématique et les ODD et en construisant ensemble un dispositif d'économie circulaire.
Club Unesco La Rochelle	Agglomération Rochelaise et littoral charentais et Casamance au Sénégal	Les navigations patrimoniales côtières et fluviales: un outil pédagogique d'éducation à la sensibilisation à la protection environnementale océanique	Expéditions maritimes et fluviales pour sensibiliser aux questions de biodiversité et de protection de l'environnement

L'AGENDA DU TRIMESTRE

OCTOBRE

NOVEMBRE

DÉCEMBRE

14

FORMATION

Rédiger des bilans d'activités et rapports financiers d'un projet de solidarité internationale

25

TOURNEE DES ACCOMPAGNEMENTS

Étape Moncoutrant-sur-Sèvre

19-20-21

FORUM ESS

6è forum national de l'économie sociale et solidaire & de l'innovation sociale - Niort

08-09

FORMATION

Concevoir, financer, gérer et évaluer un projet de coopération et de solidarité internationales

15

FORMATION

Créer ou soutenir des emplois, les activités génératrices de revenus dans les projets de coopération

16

TOURNEE DES ACCOMPAGNEMENTS

Étape Agen

18-19

TOUR DE FRANCE DES ODD

Niort - Châtelleraut

19

TOURNEE DES ACCOMPAGNEMENTS

Étape Périgueux

25

FORMATION

La phase de diagnostic dans les projets SI de coopération internationale d'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène

01

FORMATION

Coopération et solidarité internationale pour l'Eau et l'assainissement et l'hygiène : quels enjeux en termes de gouvernance ?

07-09

TOURNEE DES ACCOMPAGNEMENTS

Étape Dépt. des Landes

09

TOUR DE FRANCE DES ODD

Bordeaux

*Retrouvez
tous nos événements
sur socooperation.org*

LA NOUVELLE GOUVERNANCE

Un nouveau bureau a été élu lors du Conseil d'Administration de SO Coopération, le 1er décembre 2020 :



Anick LAPART
Présidente
Agence Com2



Maxime GHESQUIÈRE
Vice - président
Ville de Bordeaux



Stéphane TALAVET
Vice - président
FR MFR
Nouvelle-Aquitaine



Ghislain BREGEOT
Trésorier
IFAID



Christian CABRIT
Membre du bureau
Initiative Développement - ID



Delphine WOLFF
Membre du bureau
SFSF



Viviane UGOLINI
Membre du bureau
Togo-Deux-Sèvres



Zoé LORIOUX-CHEVALIER
Membre du bureau
Grand Poitiers

Notre équipe à votre service



Jade ALZIEU
Chargée de mission
j.alzieu@socooperation.org



Charline BEAUJARD
Chargée de Communication
c.beaujard@socooperation.org



Eartha BRANDICOURT
Assistante administrative
et Financière
e.brandicourt@socooperation.org



Khalid CHIHANI
Chargé de mission
k.chihani@socooperation.org



Gaël CLABECQ
g.clabecq@socooperation.org



Rokhaya DIAGNE
Chargée de mission
r.diagne@socooperation.org



Franck FORTUNÉ
Directeur
direction@socooperation.org



Marine LEFEUVRE
Chargée de projet
m.lefeuvre@socooperation.org



Marion LERICHE
Chargée de mission
Resp. d'antenne Poitiers
m.leriche@socooperation.org



Magali NOGUÈS
Chargée de mission
Resp. d'antenne Bordeaux
m.nogues@socooperation.org

*Bientôt toutes les
questions de l'aide
au développement
en BD.*

En savoir plus :
socooperation.org

BONJOUR YAO !

Yao et Malia, sur la route de la coopération internationale

SALUT MALIA.



RRMA®
Conférence Interrégionale


**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*